



**COMMISSION EUROPÉENNE**

**PANAMA**

**DOCUMENT DE STRATÉGIE PAYS**

**2007-2013**

**29.03.2007 (E/2007/482)**

# Document de stratégie Panama 2007-2013

## INDEX

<b>RESUME</b>	<b>4</b>
1.1 Objectifs Généraux	5
1.2 Objectifs spécifiques pour l'Amérique latine et l'Amérique Centrale	5
1.3 Objectifs bilatéraux	6
<b>2. SITUATION DU PAYS ET PRINCIPAUX DÉFIS</b>	<b>8</b>
2.1 Le Contexte politique	8
2.2 Situation sociale	9
2.3 État de l'environnement	12
2.4 Économie, investissements et commerce	13
2.5 Intégration régionale et mondiale	14
<b>3. L'AGENDA NATIONAL DU PANAMA</b>	<b>16</b>
<b>4. BILAN DE LA COOPÉRATION, COORDINATION ET COHÉRENCE</b>	<b>17</b>
4.1 La coopération de la Commission Européenne, bilan de la période 2002-2006, leçons du passé (Annexes 9 et 12)	17
4.2 Les programmes des États Membres de l'Union Européenne et des autres donateurs, la coordination	18
4.3 Cohérence avec les politiques et les instruments de l'UE	19
<b>5. STRATÉGIE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE</b>	<b>20</b>
5.1 Objectifs et modalités	20
5.2 Justification du choix des secteurs de concentration	21
5.2.1 Cohésion sociale	21
5.2.2. L'Intégration Régionale	22
5.3 Formulation des programmes dans les secteurs de concentration	23
<b>6. PROGRAMME INDICATIF NATIONAL (PIN) 2007-2013</b>	<b>23</b>

<b>6.1 Modalités</b>	<b>23</b>
<b>6.2 Activités et secteurs de concentration</b>	<b>24</b>
6.2.1 Cohésion Sociale	24
6.2.2 Intégration régionale	26
<b>6.3. Complémentarité avec les autres instruments financiers de coopération</b>	<b>28</b>
<b>7. MONTANT ET CALENDRIER INDICATIF 2007-2013.</b>	<b>29</b>
<b>8. ANNEXES</b>	<b>30</b>
Annexe 1 : Selected indicators of the country	
Annexe 2 : Commerce extérieur	
Annexe 3 : Objectifs du Millénaire pour le développement	
Annexe 4 : Profil du genre	
Annexe 5 : Profil environnemental	
Annexe 6 : Profil maritime	
Annexe 7 : Coopération internationale au Panama	
Annexe 8 : Coopération des États membres de l'Union européenne	
Annexe 9 : État des projets financés par la CE au Panama	
Annexe 10 : Indicateurs pour les secteurs de concentration	
Annexe 11 : Policy coherence	
Annexe 12 Participation du Panama aux programmes régionaux	
Annexe 13 : Résumé de la stratégie régionale pour l'Amérique centrale	
Annexe 14 : Consultation process in the programming exercise 2007-2013	

## RESUME

Le document de stratégie pays 2007-2013 s'appuie sur l'agenda de développement du Panama, intègre les leçons tirées de la mise en œuvre du document de stratégie 2002-2006 et prend en compte les priorités des Sommets de Guadalajara et de Vienne.

Le Panama est un pays à revenu intermédiaire relativement bien placé dans le classement des pays selon le critère de l'Indice de Développement Humain tout en étant le pays le plus inégalitaire de la région. L'économie panaméenne est très spécialisée et repose sur les services, le canal et le registre d'immatriculation des navires. Malgré ce dynamisme économique, le Panama présente de graves problèmes structurels, principalement dans les zones rurales où les populations, en particulier indigènes, sont peu intégrées à la vie politique et économique du pays. Dans ces régions, deux tiers des foyers vivent sous le seuil de pauvreté dont 38,5% dans une extrême pauvreté. La population indigène représente un dixième de la population panaméenne.

Au moment où les pays d'Amérique centrale s'engagent à renforcer l'intégration régionale en vue de négocier un accord d'association avec l'Union européenne, il est important de soutenir les efforts du Panama dans ce sens.

Le document de stratégie par pays a été élaboré après un processus de consultation des acteurs étatiques et non étatiques concernés, ainsi que des États membres et de la communauté internationale. Il est proposé de se concentrer, pour la période 2007-2013, sur les deux domaines suivants :

- amélioration de la cohésion sociale, avec l'objectif de contribuer à la modernisation des institutions en se concentrant sur les politiques et services sociaux en vue de contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités sociales et territoriales, et en s'attachant aux populations les plus vulnérables. Le programme pourra comporter un appui à la réforme des finances publiques en cours dans le pays, qui permettra d'augmenter les moyens sociaux, spécialement dans les zones rurales défavorisées ;
- soutien à l'intégration régionale du pays avec l'Amérique centrale, en vue de soutenir ses efforts pour développer des politiques convergentes avec la région.

Une attention particulière sera accordée à la bonne utilisation des dépenses afin d'assurer une bonne gestion des fonds publics.

Un montant indicatif de 38 Millions d'Euros a été prévu sur la période 2007-2013 au titre de l'instrument financier pour la coopération au développement. Ces interventions seront complémentaires de celles qui pourraient être financées par les programmes régionaux pour l'Amérique centrale et pour l'Amérique latine ainsi que par les programmes thématiques.

Les programmes seront conduits en fonction des progrès réalisés dans le cadre de la coopération 2002-2006.

## **1. OBJECTIFS ET PRINCIPES DE LA COOPÉRATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AVEC LE PANAMA**

### **1.1 Objectifs Généraux**

Conformément à l'Article 177 du Traité, la politique Européenne de développement a pour objectif le développement économique et social durable des pays en développement, l'intégration progressive des pays en développement dans l'économie mondiale et la lutte contre la pauvreté.

En novembre 2005, et conformément à l'article 177 du traité, le Conseil et la Commission européenne ont adopté une déclaration conjointe sur la politique de développement de l'Union européenne, « le consensus européen », qui définit une vision commune de l'Union européenne, y compris au niveau de ses États membres, en matière de développement.

La déclaration établit que la réduction de la pauvreté et si possible son élimination en vue d'un développement durable, et notamment en référence aux objectifs du Millénaire, constituent le principal objectif de la coopération avec les pays tiers, ainsi que la démocratie, l'état de droit et le respect des droits de l'homme. Elle souligne l'importance du partenariat avec les pays en développement et de la promotion de la bonne gouvernance, des droits de l'homme et de la démocratie, en vue d'une globalisation plus équitable. Elle réaffirme l'engagement de favoriser la cohérence des politiques avec celle du développement. Toutes les politiques susceptibles d'avoir un impact dans les pays en développement doivent prendre en compte les objectifs de la coopération au développement et soutenir les objectifs du développement. Enfin, le consensus met l'accent sur le principe de l'appropriation des stratégies et programmes de développement par les pays partenaires bénéficiaires, et plaide pour un dialogue politique accru ainsi que pour un rôle renforcé de la société civile dans la coopération au développement.

### **1.2 Objectifs spécifiques pour l'Amérique latine et l'Amérique Centrale**

Le Panama est éligible au règlement (CE) n° 1905 du 18 décembre 2006 du Parlement Européen et du Conseil créant un Instrument Financier pour la Coopération au Développement en référence à l'Article 179 du Traité CE.

Dans la communication de la Commission de décembre 2005 intitulée « Un partenariat renforcé entre l'Union européenne et l'Amérique latine », la Commission réaffirme l'objectif de partenariat renforcé avec la région, d'intensifier le dialogue politique, de cibler la coopération sur les agendas politiques, les besoins et les caractéristiques des pays bénéficiaires, de promouvoir le commerce et les investissements. En 2006, le IVème Sommet tenu à Vienne des chefs d'états des pays latino-américains et des Caraïbes et de l'Union européenne a réitéré l'engagement de renforcer le partenariat bi régional et mis

l'accent sur le multilatéralisme, l'intégration régionale et la cohésion sociale comme priorités du dialogue politique et de la coopération.

Les relations au niveau régional entre l'UE et les six républiques d'Amérique centrale se sont historiquement inscrites dans le Dialogue de San José initié en 1984 au Costa Rica. Il s'agit du principal mécanisme de dialogue politique entre les deux régions, instauré à l'origine pour soutenir le processus de paix et de démocratisation de la région. Après avoir été renouvelé en 1996 et en 2002, le Dialogue de San José a été étendu au développement économique et social.

En ce qui concerne les activités de coopération, le cadre actuel est l'accord-cadre de coopération au développement régional de 1993, signé par les six pays d'Amérique centrale et la Commission européenne, est entré en vigueur en 1999. Cet accord de « troisième génération » couvre une vaste série de secteurs et prévoit la création d'un comité conjoint pour suivre sa mise en œuvre, ainsi que des sous-comités chargés de l'examen détaillé des secteurs spécifiques inclus dans l'accord.

En décembre 2003, l'UE et l'Amérique centrale ont signé un nouvel accord de dialogue politique et de coopération qui institutionnalise le Dialogue de San José et étend la coopération à des secteurs comme les migrations et la lutte contre le terrorisme. Cet accord ouvre aussi la porte à un futur Accord d'association devenu, depuis le Sommet de Guadalajara, l'objectif stratégique commun des deux parties.

Lors de ce Sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont déclaré qu'un accord d'association entre l'UE et l'Amérique centrale était un objectif stratégique commun et ils se sont félicités de la décision des deux parties d'entamer un processus pour arriver à un tel accord. Une évaluation conjointe du processus d'intégration économique de l'Amérique centrale a été initiée en vue d'entamer des négociations.

Lors du Sommet de Vienne, compte tenu des résultats positifs de l'évaluation conjointe, les deux régions ont décidé de lancer les négociations en vue d'un Accord d'association y compris de la création d'une zone de libre-échange. L'Amérique centrale a, à cette occasion, confirmé sa volonté de mettre en œuvre les décisions prises en mars 2006 à Panama par les chefs d'État de la région, de faire ratifier le traité d'Amérique centrale sur les investissements et les services et de créer un mécanisme juridictionnel permettant d'assurer le respect de la législation économique régionale dans l'ensemble de la région. En outre, les parties se sont félicitées de la participation de Panama à ce processus, participation qui deviendra active dès que le pays aura pris la décision formelle d'entrer dans le processus d'intégration économique de l'Amérique centrale que constitue le SIECA.

### **1.3 Objectifs bilatéraux**

Les objectifs bilatéraux sont cohérents avec le cadre régional. L'UE et le Panama sont des partenaires importants en termes politique et économique :

- le Panama est un partenaire important pour l'Union européenne tant du point de vue du dialogue politique régional que des relations de coopération, dans l'optique de la consolidation de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans le pays et la région ainsi que de la préservation de la cohésion sociale ;
- en ce qui concerne les relations économiques et commerciales, il est d'un intérêt stratégique que le Panama participe au processus d'intégration régionale de l'Amérique centrale et à la préparation des futures négociations d'un accord d'association régionale. L'Union européenne et le Panama ont un intérêt commun à développer des visions convergentes dans les domaines des investissements, des achats publics et des services, ainsi qu'en ce qui concerne la bonne gouvernance financière, fiscale et judiciaire.

## **2. SITUATION DU PAYS ET PRINCIPAUX DÉFIS**

### **2.1 Le Contexte politique**

Depuis le début des années 1990 le Panama a vécu un processus de transition politique et institutionnelle visant à stabiliser la démocratie. Les dernières élections se sont déroulées d'une manière démocratique et ont conforté l'alternance politique dans l'exercice du pouvoir. Bien que le pays n'ait pas vécu les conflits qui ont sévi dans la plupart des pays de la région, à l'exception de l'invasion de 1989, ses mécanismes de participation sociale n'ont pas été développés au niveau institutionnel. Les grands problèmes du pays, en particulier l'inégalité sociale et la faible pression fiscale, n'ont pas fait l'objet d'une volonté politique à long terme.

Les droits de l'homme sont garantis par la Constitution et sont en général respectés. Cependant, le système judiciaire reste problématique, y compris les conditions d'emprisonnement, les délais de détention préventive, la corruption et la dépendance du système judiciaire. Il existe également dans le milieu rural des problèmes de travail des enfants et des problèmes concernant les communautés indigènes et minorités ethniques marginalisées, ainsi que de discrimination envers les femmes (annexe 4 : profil du genre, égalité homme-femme).

Au Panama, le président nomme les neuf magistrats de la Cour suprême pour 10 ans après ratification par l'Assemblée nationale. Ceux-ci nomment les magistrats du Tribunal supérieur, qui à leur tour nomment les juges locaux. Ce système de nomination du haut vers le bas, non fondé sur les mérites, se prête aux influences politiques et délégitime le système judiciaire. Au niveau local, les maires nomment les « corregidores », chargés de la juridiction civile pour les cas moins importants, qui n'appartiennent pas à la profession de la justice et qui possèdent de vastes pouvoirs pour imposer des sanctions ou des peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à une année.

La réforme et la modernisation de l'organe judiciaire sont une priorité pour le Panama compte tenu de la situation préoccupante du secteur.

Un « Pacte pour la justice » mis en place en 2005 par le président de la République a été signé par les hauts représentants des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, ainsi que par le défenseur du peuple. Le pacte a créé une commission d'État qui a présenté des propositions de réforme de l'administration judiciaire regroupées selon cinq priorités : l'accès à la justice ; la réforme de la juridiction pénale ; la réforme structurelle de l'administration judiciaire ; les réformes juridictionnelles ; la transparence des comptes.

Des réformes récentes ont permis de réduire les délais de jugement et d'améliorer l'accès à la justice. Il convient de signaler des réformes notables dans le domaine de la détention préventive et des plaintes, qui ont permis d'éliminer de nombreuses formalités, de mieux protéger les droits des victimes, de désigner un juge compétent pour diriger les

procédures pénales et de réglementer toutes les étapes de la procédure judiciaire. D'autre part a été créé le « Centre de médiation » qui permettra d'alléger le travail à la charge des juges et de mieux répondre aux attentes des citoyens.

La caisse d'assurance sociale, au bord de la faillite, a été réformée par la nouvelle loi 17 adoptée en 2005 qui établit une augmentation progressive de l'âge de la retraite à partir de 2007, qui passera de 57 à 60 ans pour les femmes et de 62 à 65 ans pour les hommes dès 2015. Parallèlement, les cotisations mensuelles passeront de 180 dollars à 300 dollars en 2015.

L'immunité législative étendue accordée par la Constitution empêche le suivi judiciaire des accusations de corruption contre les membres de l'Assemblée nationale et des organes judiciaires. La sensibilité du public à l'égard des problèmes de corruption des organes exécutif, législatif et judiciaire est forte. Le sujet a été au cœur du débat politique de la dernière campagne électorale. En 2002 a été approuvée une loi pour assurer la transparence dans la gestion gouvernementale, par laquelle a été créé un « Nœud de transparence » de la gestion publique. Les institutions y participent par l'utilisation obligatoire d'un portail électronique internet permettant aux citoyens d'avoir accès à cette information. De nombreuses institutions y participent en mettant à la disposition des citoyens l'information sur les salaires des employés publics. Un conseil national de la transparence contre la corruption placé sous la présidence a effectué des audits de comptes et pris un ensemble de mesures telles que l'annulation de passeports diplomatiques de complaisance, et poursuivi les fonctionnaires peu scrupuleux. Après son entrée en fonction, le nouveau gouvernement a immédiatement abrogé un décret de la période précédente qui empêchait le respect de la loi de transparence.

Le Panama, considéré comme une plaque tournante du trafic de drogues, est une zone de transit importante des drogues en provenance d'Amérique du Sud, en raison de ses ports conteneurisés, de la route panaméricaine, de l'aéroport international, des nombreux terrains d'aviation non contrôlés, et des vastes secteurs littoraux non surveillés sur les côtes atlantique et pacifique. Le très lucratif commerce des drogues a engendré une grave augmentation de la corruption publique, ce qui a profondément fragilisé le système pénal du Panama.

Après avoir figuré pendant des années dans la liste noire du GAFI-OCDE, répertoire des pays ne participant pas aux efforts de limitation du blanchiment d'argent lié à la drogue, le Panama a récemment pris des mesures de coopération plus active en suivant les orientations de l'OCDE.

## **2.2 Situation sociale**

Sur trois millions d'habitants, le pays compte plus d'un million de pauvres dont 508 000 dans une pauvreté extrême. Cette situation crée en outre des conditions de tension potentielle au sein de la société, une insécurité généralisée et peut constituer le germe de conflits sociopolitiques significatifs.

La pauvreté n'est pas le résultat du manque de ressources du pays, mais de leur distribution inégale. La persistance de hauts niveaux de pauvreté dans un pays qui a une bonne position dans l'indice de développement humain des Nations Unies s'explique par les inégalités profondes de sa structure socio-économique et par une organisation nationale qui privilégie une région et un groupe limité de la population. La richesse est concentrée dans la région urbaine du Panama et la zone du canal tandis que l'économie rurale est en déclin. En 2003, tandis que 20% de la couche la plus riche de la population recevait 61,2% des richesses nationales, les 20% plus pauvres n'en recevaient que 1,9%. Un dixième de la population est indigène (kuna, ngöbe, buglé, naso ou teribe, bribri, emberá et wounann) et 36,1% vit en situation de pauvreté extrême.

Les données nationales 2003 montrent que plus des deux tiers de la population rurale (et 36,8% de la population totale) se situent sous le seuil de pauvreté et près de 17% vit dans des conditions de pauvreté extrême. Cette pauvreté est en relation avec l'accès précaire à la terre et aux ressources productives, le peu d'accès à la propriété et le peu d'accès aux services sociaux de base. Les performances du pays par rapport aux objectifs du Millénaire sont nuancées : extrême difficulté à atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté de moitié, difficultés à donner l'accès à l'enseignement primaire, à fournir l'accès à l'eau potable aux populations indigènes, difficultés à réduire le paludisme et la tuberculose (**annexe 3**).

Malgré les mesures juridiques et les institutions créées pour favoriser l'équilibre homme-femme (**annexe 4**) celles-ci trouvent leurs limites, reflétées dans les discriminations persistantes dans tous les domaines de la société y compris l'accès limité aux postes politiques. Les problèmes sont particulièrement ressentis au niveau local où est constaté un manque de services sociaux d'appui aux femmes. Le phénomène migratoire au Panama se distingue de celui des autres pays d'Amérique Centrale. La population d'immigrés y est plus faible et représentait moins de 3% de la population panaméenne en 2000 (environ 82 000). Les immigrants proviennent à 80% d'Amérique du Sud (Colombie), des Caraïbes (République Dominicaine) et d'Asie (Chine, Hong Kong, Taiwan). En 2000, 16% étaient d'origine centroaméricaine avec une majorité du Costa Rica et du Nicaragua. Les transferts d'argent des émigrés panaméens (principalement aux États Unis) jouent un rôle négligeable dans l'économie du pays. En 2004, le poids du secteur agricole ne représentait plus que 7% du PIB du pays, mais représentait un quart de l'emploi total du Panama, 50% de l'emploi dans les zones rurales, 25% des revenus de la population rurale, 40% des revenus des foyers pauvres et la moitié des revenus des foyers qui vivent dans une extrême pauvreté. La capacité du secteur agricole à promouvoir une croissance significative de l'économie rurale est limitée étant donné les niveaux actuels de productivité.

En 2003 la pression fiscale représentait 11,6% du PIB et les charges sociales 4,4% du PIB. Les dépenses sociales sont pour leur part passées de 18,6% à 25,5% du PIB entre 1990 et 2000 mais restent peu performantes si l'on considère les faibles résultats obtenus.

Actuellement, les dépenses de l'État, le service de la dette (70% du PIB) et les transferts dépassent les recettes de l'État. En 2004 le déficit fiscal structurel a dépassé les 700 millions d'USD (5% du PIB en excluant les revenus du canal).

Le moyen traditionnellement utilisé pour combler le déficit sans modifier la structure fiscale a été d'augmenter l'endettement, pratique qui a ses limites.

Le Panama jouit actuellement avec le Fonds monétaire international d'une extension d'un « Stand-by agreement » initialement accordé de décembre 1997 à juin 2000, avec un volume total de 20.000 millions de DTS (droits de tirage spéciaux). Le Fonds a souligné que la réforme fiscale et l'assainissement de l'assurance sociale devaient être considérés comme une priorité politique.

Les statistiques du ministère de l'économie et des finances montrent que l'État accorde près de 200 millions d'USD d'aides annuelles mais que les entreprises contribuent pour moins de 180 millions d'USD aux impôts. Les subventions sont destinées à des programmes sociaux visant des groupes spécifiques, notamment la communauté indigène et les handicapés.

Selon le gouvernement, la fraude et l'évasion fiscale atteignent des niveaux vertigineux et il n'existe pas d'instruments techniques ou juridiques pour poursuivre ni sanctionner. Il n'y a pas non plus d'étude de l'évasion fiscale qui permettrait d'en apprécier l'étendue et donc de la combattre, mais la nouvelle loi jette les bases pour s'attaquer à ces problèmes. Le pays s'est aussi engagé à mettre en œuvre les standards de transparence et d'échange effectif d'information dans le cadre du Forum mondial sur la fiscalité de l'OCDE.

Le système de progressivité de l'impôt mérite aussi d'être amélioré puisque, selon le ministère de l'économie et des finances, les familles avec le plus petit niveau de revenu ont une pression fiscale quatre fois supérieure à celle des groupes de revenu supérieur.

Le gouvernement a donc décidé d'engager un programme de réformes avec la loi du 2 février 2005 qui constitue une étape importante dans l'histoire du pays. Son objectif est d'accroître les ressources de l'État, d'assainir les dépenses publiques et de mieux les orienter vers les plus pauvres. La lutte contre la fraude fiscale et contre la corruption fait aussi partie des priorités.

À l'exception des secteurs de la santé, de l'éducation et de la sécurité, le nombre d'employés publics est plafonné au niveau de celui de fin 1999. À partir de 2006, l'accroissement en pourcentage des dépenses courantes, en excluant les intérêts et autres impôts, ne doit pas dépasser celui des recettes courantes de l'année précédente. Entre 2005 et fin 2007 les dépenses de l'État seront réduites de 30% (2005), 20% (2006) et 10% (2007) du montant correspondant aux vacances de postes résultant des départs et retraites d'agents publics.

La réforme fiscale prévoit une imposition unique sur les transactions, ainsi qu'un impôt sur les sociétés et une révision du système fiscal pour la zone franche de Colón où les entreprises sont actuellement exonérées d'impôts. Un ensemble de mesures a été défini pour améliorer le système des déclarations d'impôt et assurer la transparence de l'origine des fonds et pour supprimer les exemptions. La possibilité de déduire des impôts les intérêts hypothécaires et les donations à des institutions sans but lucratif est maintenant réduite. Enfin, les pénalités ont été significativement alourdies.

L'approbation de cette loi constitue une étape importante dans l'histoire du pays. Sa mise en œuvre permettra à l'État de mobiliser des fonds plus importants pour financer ses réformes dans le cadre d'une politique de transparence de la gestion publique.

Il reste encore beaucoup à faire, notamment en l'absence d'un programme ambitieux de transfert de compétences de l'État aux municipalités, assorti de transferts financiers, qui permettrait d'améliorer l'efficacité des services sociaux et la participation des citoyens au niveau local.

### **2.3 État de l'environnement**

Le territoire panaméen abrite une diversité biologique importante tant de la faune que de la flore, y compris des espèces endémiques. On constate une dégradation de la qualité de l'environnement : déforestation, nombre d'espèces menacées, pollution des eaux et de l'air, gestion des déchets solides et toxiques, contamination par les armes conventionnelles et chimiques. Parmi les causes de la dégradation de l'environnement figurent la pression démographique et la concentration des activités économiques sur les bassins versants de la région du Pacifique, la pauvreté, le manque de contrôle des déchets, l'inadéquation des systèmes de gestion et d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales, les transports et la pollution industrielle dans la zone urbaine de Panama ainsi que dans la zone de Colón, l'agriculture destructrice des habitats naturels. Le pays, comme l'ensemble de l'Amérique centrale est particulièrement vulnérable aux effets du changement de climat. Ces problèmes affectent principalement la population pauvre (cf. annexe 5).

L'impact du canal est non négligeable sur l'ensemble de l'écosystème forestier et aquatique ainsi que sur les populations. Le projet d'extension du canal a déjà fait l'objet d'études d'impact. Les conséquences de cette extension devraient toucher l'ensemble du pays compte tenu des besoins qui y seraient liés en termes d'infrastructures, de matériaux et de ressources naturelles. Ces impacts seront variables selon les scénarios choisis.

Un corps de législation environnementale a été adopté ces dernières années dans le domaine de l'eau ; des études d'impact ont été effectuées pour mettre en place des institutions environnementales. Le gouvernement a décentralisé et déconcentré la gestion et l'usage des forêts. Il a notamment mis en place une cogestion des espaces protégés avec les communautés indigènes dans un certain nombre d'espaces de conservation. Apparemment les mesures de protection de l'environnement restent insuffisamment appliquées et le système juridico-institutionnel environnemental reste faible. Le pays participe aussi à différentes initiatives qui contribuent à l'intégration régionale dans ce domaine telles que « Alianza Centroamericana de Desarrollo Sostenible », à la CCAD (Commission Centro-Américaine sur l'Environnement et le Développement) et à la CICAD (Commission Interparlementaire d'Amérique Centrale sur l'Environnement et le Développement).

Le Panama ne respecte pas strictement le droit international dans le domaine de la protection de l'environnement dans le contexte du transport maritime et de la pêche (annexe 6, inspections menées dans le cadre du mémorandum de Paris). Par ailleurs dans

le passé, des bateaux panaméens ont exercé leurs activités de pêche dans des zones de conservation des ressources naturelles. Il convient d'améliorer le dialogue avec le Panama, y compris dans le cadre des organisations internationales, pour mieux protéger l'environnement et les ressources naturelles dans le contexte de la pêche et de la navigation.

## **2.4 Économie, investissements et commerce**

Avec le Costa Rica, le Panama est le pays le plus industrialisé d'Amérique centrale et présente les indicateurs économiques et sociaux les plus élevés avec un PIB par habitant de 4.050 d'USD. Après une période de croissance lente jusqu'en 2002 (moins de 2%), reflétant une demande internationale réduite et la faiblesse du secteur manufacturier, la croissance économique s'est accélérée depuis, atteignant 5 à 6 %. La pression internationale croissante a obligé le Panama à mieux contrôler son secteur financier pour éviter de figurer dans les listes noires internationales du blanchiment d'argent.

Le développement économique est étroitement lié au canal, qui est passé à l'administration panaméenne fin 1999, au secteur des services, à la zone libre de Colón et au Centre bancaire international, et enfin à l'importance des relations avec les États-Unis.

Avec 21% du tonnage mondial, en augmentation constante, le Panama est l'État ayant le pavillon le plus important. Ce chiffre révèle le caractère attractif du régime du registre maritime mis en place par le pays pour les armateurs. Les armateurs des pays de l'Union européenne en sont des bénéficiaires importants (annexe 6) parfois au détriment des budgets des États concernés.

Le Panama est encore une destination attractive pour les grands investissements étrangers. Ceci est dû en grande partie à la qualité de ses infrastructures et au canal. La plupart des investissements pour améliorer l'infrastructure portuaire proviennent de l'Asie (Taiwan et Hong-Kong). Les investissements européens d'importance ont concerné notamment l'Espagne dans le secteur du tourisme, l'acquisition d'une participation majoritaire au système de téléphonie par Câble and Radio (Royaume-Uni), l'achat de BellSouth par Téléphonica (Espagne). Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne souhaitent développer leurs investissements dans le pays.

Le Panama a été en 2004 le premier bénéficiaire d'Amérique centrale de l'investissement direct étranger provenant de l'Union européenne, en dépassant les 500 millions d'USD. Il convient de signaler parmi les perspectives d'investissement, le projet d'extension de la voie interocéanique qui représenterait un investissement estimé à plus de 5.500 millions d'USD, avec des intérêts européens considérables.

### **Politique commerciale**

Jusqu'en 1997, le Panama a conservé une politique commerciale totalement fermée, mais après son entrée à l'OMC et à l'Association des États des Caraïbes, le pays a cherché une plus grande ouverture et l'accès à de nouveaux marchés pour asseoir sa position dans le processus de mondialisation commerciale. Parallèlement, bien que souhaitant négocier

des traités de libre échange, le Panama a maintenu une politique conservatrice avec ses pays voisins et peu d'accords ont abouti.

Le Panama a signé des traités d'échanges préférentiels avec le Salvador et la République dominicaine et des accords d'échanges partiels avec la Colombie et le Mexique. Des accords commerciaux de protection des investissements ont aussi été conclus avec les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, l'Uruguay et Cuba, sans compter les accords en négociation avec quelque 10 autres pays.

Jusqu'à présent, le Panama a signé cinq traités de libre échange, avec le Salvador, Taiwan Singapour, le Chili et les États-Unis. Les négociations sont en cours avec le Mexique, et les autres pays d'Amérique centrale. Le Panama a montré aussi son intérêt de négocier avec Trinité et Tobago, la République dominicaine et Cuba, ainsi qu'avec l'Union européenne.

Le Panama fait partie des 34 pays impliqués dans les discussions en vue de la création d'une zone de libre échange des Amériques et a présenté sa candidature au siège permanent de l'ALCA.

### **Commerce extérieur (annexe 2)**

L'Union européenne est le second bénéficiaire (25,3%) des exportations panaméennes en 2004 après les États-Unis (49%) et avant l'Amérique centrale (10,4 %). Le marché européen est le quatrième marché des importations panaméennes (5,2 % en 2004), après les États-Unis (30 %), l'Amérique centrale (9%) et l'Asie (11 %). Le premier produit exporté vers l'UE est la banane (48.71% des exportations) et l'UE exporte en première place des bateaux et outillages pour la navigation (50% des importations de l'UE).

Les exportations du Panama bénéficient de la Cuenca des Caraïbes (ICC) des États-Unis et du SPG de l'Union européenne.

### **Les secteurs productifs**

La structure économique du Panama se distingue de celle de ses voisins par l'existence du canal interocéanique. Les services représentent 76% du PIB (banques, assurances, compagnies de navigation), l'industrie 16,5% et l'agriculture 7,4%. La part dans l'économie de l'industrie manufacturière est faible et en termes régionaux, le secteur agricole n'est pas compétitif. Contrairement à son voisin le Costa Rica, le Panama n'a pas de tradition touristique mais ce secteur est en voie de développement.

Le canal rapporte environ 300 millions de dollars par an au budget de l'État, les droits sur le registre maritime environ 90 millions de dollars.

## **2.5 Intégration régionale et mondiale**

Historiquement lié au bloc andin, géographiquement situé au sud de l'Amérique centrale, proche des États-Unis, le Panama n'a pas opté jusqu'à présent pour son intégration avec

un groupe déterminé et a préféré développer des contacts avec plusieurs groupes, tout en maintenant de bonnes relations avec ses voisins d'Amérique centrale.

Depuis juin 2005, il est entré officiellement dans le groupe G-3 (avec le Mexique et la Colombie) car il a un intérêt particulier à appartenir au groupe des trois pays producteurs de pétrole et de gaz pour négocier de meilleurs prix à l'importation. Le rapprochement avec le MERCOSUR fait aussi partie de ses priorités commerciales. Le pays a été invité comme observateur au Sommet de Cuzco qui s'inscrit dans le processus d'intégration sud-américaine lancé par le Brésil. Le Panama prend aussi part au Dialogue de San José et au Groupe de Rio, et est membre du PARLACEN (Parlement centro-américain) mais pas du secrétariat pour l'intégration économique de l'Amérique centrale (SIECA).

Le gouvernement est intéressé à conclure un accord d'association avec l'Union européenne, indépendamment du processus d'intégration régionale. En 2005 et 2006 (déclaration des chefs d'Etat de la SICA du 9 mars 2006), un rapprochement a été opéré avec l'Amérique centrale dans le but de progresser vers l'intégration régionale, y compris la négociation de traités de libre échange avec ses voisins, de progresser vers l'Union douanière et de prendre part aux futures négociations entre la région et l'Union européenne dans le cadre d'un accord d'association. Les autorités du Panama ont fait part au SIECA de leur intérêt à conclure des accords de libre-échange avec le reste de l'Amérique centrale ainsi qu'à renforcer les liens politiques et économiques. Une étude est en cours en vue d'identifier les options du pays dans le domaine de l'intégration régionale, options qui feront l'objet d'un débat national pour appuyer la décision du gouvernement.

Le thème de l'intégration régionale est prioritaire après le Sommet de Vienne où les conditions liées à l'intégration régionale ont été clairement énumérées en vue de la négociation d'un accord de libre échange entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale.

### **Les principaux défis du Panama**

L'économie du pays est liée aux services, en relation avec le canal, la zone franche de Colón, le Centre financier international et l'agriculture joue un rôle mineur. Cette structure a engendré une répartition des richesses particulièrement inégale qui explique le taux de pauvreté enregistré dans les zones rurales du pays. D'autre part ces secteurs ne génèrent comparativement à leur apport au PIB qu'un nombre limité d'emplois. Au moment où la décision a été prise d'élargir le canal, ce qui va susciter des investissements considérables, le gouvernement a le défi de favoriser un développement économique et social plus équitable et justement réparti. Il devrait pour cela favoriser le développement du secteur privé dans le milieu rural, améliorer les infrastructures et les services sociaux ainsi que l'accès des populations pauvres à ces services, notamment les populations indigènes. La modernisation du secteur public reste à l'ordre du jour, notamment dans les domaines de la fiscalité et de la mise en œuvre des engagements internationaux dans ce domaine, de son ciblage plus équitable. Le gouvernement doit prendre des mesures volontaristes pour la réduction de la corruption, pour le renforcement de la décentralisation et la réforme de la justice ; dans le domaine des douanes, pour faciliter

et sécuriser le commerce et adopter les normes internationales comme celles de l'Organisation Mondiale des Douanes

Sur les questions d'environnement, le défi que doit relever le Panama est de mettre en œuvre des politiques de gestion des ressources forestières, côtières et marines, y compris la gestion du bassin versant du canal et la région interocéanique qui abritent 50% de la population et représentent plus de 75% du PIB.

Enfin, le Panama doit s'attacher à renforcer ses relations avec ses voisins d'Amérique centrale dans le cadre du processus d'intégration régionale.

### **3. L'AGENDA NATIONAL DU PANAMA**

Le gouvernement du président Torrijos, élu pour le mandat 2004-2009, a défini une « Vision stratégique du développement économique et de l'emploi à l'horizon 2009 » qui inclut :

- le « Développement humain durable basé sur un ensemble de politiques de lutte contre la pauvreté et les exclusions » : indigènes, femmes, jeunes et handicapés constituent les groupes cible, avec une volonté de participation de la société civile. La culture, la santé, l'éducation et la technologie figurent comme secteurs d'intervention pour dynamiser le développement ;
- le « Développement économique à visage humain » a pour but de renforcer les activités de la région interocéanique (commerce, ports, secteur financier, entre autres) ainsi que d'autres activités génératrices d'emplois telles que le tourisme, la pêche et le secteur des petites et moyennes entreprises ;
- l'objectif « Services de base et infrastructure », met l'accent sur l'accès aux services publics, sur la dépollution des zones contaminées comme la baie de Panama, sur l'amélioration de l'infrastructure des voies publiques et du logement ;
- la « Réforme de l'État » inclut la réforme fiscale, la modernisation et la décentralisation des fonctions publiques, la réforme de l'organisation judiciaire et la lutte contre la corruption.

Il convient de saluer les efforts du gouvernement dans l'adoption de la réforme fiscale, dans sa détermination à combattre la corruption et le blanchiment d'argent, des avancées dans la réforme du système de la justice, des efforts en vue de résoudre la crise du système des pensions et de l'assurance sociale. Le programme du gouvernement inclut aussi une réforme profonde de l'État centrée sur la modernisation et la décentralisation de ses fonctions et sur le renforcement des gouvernements locaux. L'Assemblée législative a déjà fait les premiers pas en approuvant des réformes constitutionnelles qui étendent les attributions des municipalités et renforcent leur autonomie. Ces efforts devront être bien entendu poursuivis sur le long terme, accompagnés d'un débat national sur les problèmes de la pauvreté et de l'exclusion. L'amélioration des indicateurs, notamment sociaux, devrait révéler si ces efforts ont permis d'infléchir les faibles performances actuelles.

Le projet d'extension du Canal, officiellement lancé en 2006, largement soutenu par un referendum constitue un défi majeur pour le pays, en termes d'investissement et d'impact économique, social et environnemental.

Le gouvernement participe à plusieurs processus en vue de conclure des accords de libre échange et a annoncé son intention de participer aux efforts d'intégration régionale avec l'Amérique centrale, engagement qui reste aujourd'hui à confirmer et dont les modalités restent à définir.

## **4. BILAN DE LA COOPÉRATION, COORDINATION ET COHÉRENCE**

### ***4.1 La coopération de la Commission Européenne, bilan de la période 2002-2006, leçons du passé (Annexes 9 et 12)***

Depuis vingt ans la coopération de l'UE avec le Panama a couvert un vaste domaine, ce qui a favorisé sa visibilité. Les actions en matière de droits de l'homme ont contribué au renforcement des institutions et à la consolidation de la démocratie. Un des secteurs clef a été la gestion du canal interocéanique avec l'appui de la coopération de la Communauté européenne.

Dans les années 90, la Commission a accordé environ 39 millions d'EUR pour 37 projets au Panama dont 33 millions ont été destinés à l'aide technique et financière, cinq millions à la coopération économique et à des projets en matière de droits de l'homme.

Le Panama bénéficie aussi de programmes de coopération régionale (ALFA, AL-INVEST, @lis etc.) et du financement de lignes budgétaires comme « Environnement » et « ONG ». Sa participation reste cependant limitée avec un seul projet récent ONG dans le domaine de la santé et peu de participation aux programmes régionaux (voir liste à l'annexe 12).

Le mémorandum signé entre la Commission européenne et le gouvernement de la République de Panama sur la stratégie de coopération de la Commission européenne pour la période 2002-2006 indiquait un montant indicatif de 24,3 millions d'EUR. Cette enveloppe a été allouée à trois grands secteurs de coopération : développement économique, développement social et renforcement institutionnel et démocratique de l'État, qui se sont traduits par le lancement des trois programmes suivants :

- renforcement et modernisation institutionnelle de l'organe judiciaire de la République de Panama. (6,5 millions d'EUR) ;
- appui au « Technoparc international de Panama dans la ville du savoir » (7,7 millions d'EUR) ;
- nouvelles technologies d'électrification pour l'éducation et la santé dans des secteurs marginaux (SOLEDUSA). (8,5 millions d'EUR).

Ces projets sont en accord avec les priorités qui président aux relations avec le Panama : droits de l'homme à travers le secteur de la justice, réduction de la pauvreté en zone rurale, stimulation des investissements. Dans la pratique, ils ont connu des retards d'exécution. La pratique a révélé des difficultés d'adaptation rapide de la culture administrative du Panama aux nouvelles règles financières de la coopération adoptées par la Commission en 2003, qui en confie la gestion à une entité désignée par le pays et limitent les délais d'exécution. Les obstacles communs aux projets sont dus à plusieurs facteurs : l'absence d'une institution dynamique pour la gestion ; le manque de volonté politique nécessaire pour surmonter les obstacles administratifs et techniques, la question de contreparties financières ; l'absence de « modus operandi » entre l'administration et la contraloría présentant des règles claires d'exécution budgétaire.

Dans ce contexte il est indispensable que les autorités panaméennes appliquent plus strictement leurs engagements, en particulier diligentent les procédures et mettent en place des modalités financières et administratives efficaces pour mener à bien la coopération avec l'Union européenne. Le gouvernement a créé une structure de réflexion destinée à développer des propositions pour remédier aux faiblesses actuelles, et à préparer une nouvelle loi de coopération.

De son côté la Commission a intensifié son dialogue avec ses partenaires panaméens pour trouver des solutions aux retards constatés.

Une description et un état des projets sont présentés de façon détaillée à l'annexe 9.

#### ***4.2 Les programmes des États Membres de l'Union Européenne et des autres donateurs, la coordination***

Compte tenu de son niveau de revenu le Panama ne fait pas partie des pays qui bénéficient de financements importants des bailleurs de fonds. Le Panama ne fait pas non plus partie des pays prioritaires de la coopération décentralisée menée par les ONG des pays développés où on ne trouve que des petits projets ciblés sur les populations indigènes. Le Panama bénéficie de l'aide du FIDA dans les zones rurales indigènes les plus pauvres.

Aucun des États membres de l'UE ne considère le Panama comme un pays prioritaire en matière d'aide et seule l'Espagne maintient un important programme de coopération bilatérale dans trois secteurs : coopération économique et financière, coopération scientifique et technologique et coopération culturelle (annexe 8). Jusqu'en 2004, l'Allemagne a financé deux projets dans le domaine du développement durable du Parc National du Cerro Hoya et de la gestion durable des ressources naturelles de la région du Ngobé.

La France développe quelques activités scientifiques et culturelles, l'Allemagne maintient une assistance technique dans le domaine de la gestion des risques environnementaux. La Banque européenne d'investissement a financé une opération de 50 millions d'euros pour la construction du nouveau pont sur le canal de Panama.

La Banque interaméricaine de développement (BID) et la Banque mondiale sont les bailleurs de fonds les plus importants. Sont aussi présents le Système des Nations Unies, la coopération japonaise, surtout par le biais de l'Agence de coopération internationale du Japon (JICA), la coopération de Taiwan et la coopération américaine (USAID, 49 millions 2004-2008).

La coopération financière et technique était estimée en 2002-2005 à moins de 200 millions d'USD/an. Même s'il n'y a pas de statistiques du gouvernement permettant d'analyser la distribution sectorielle, il est clair qu'elle se concentre sur l'État de droit et la lutte contre la pauvreté. Ce secteur couvre la réforme du secteur santé, l'éducation de base, la gestion des terres, le secteur agricole, le développement local et rural y compris le développement des populations indigènes.

Dans une situation de coopération ad hoc entre différents programmes couvrant les mêmes secteurs, une meilleure coordination des agences de coopération serait utile pour maximiser l'impact de la coopération et favoriser une meilleure durabilité des programmes. Ceci serait d'autant plus valable qu'il s'agit d'un petit pays ayant des problèmes très spécifiques et localisés.

Sous l'autorité de la présidence de la République et avec la participation des ministères de l'économie et des finances et des affaires étrangères ont démarré des travaux préparatoires en vue de créer une structure de coordination, cohérente avec le plan de développement et les priorités du pays et permettant d'améliorer la gestion et l'exécution des programmes de coopération. Ces travaux prennent notamment en compte les expériences positives des agences de coopération créées dans d'autres pays latino-américains.

L'efficacité de cette structure serait accrue si elle traitait à la fois des prêts et des dons non remboursables ainsi que des actions exécutées par le gouvernement et par les organisations de la société civile. Les bailleurs de fonds devraient aussi contribuer à cette réflexion.

#### ***4. 3 Cohérence avec les politiques et les instruments de l'UE***

Une analyse des objectifs de la coopération avec le Panama ainsi que des politiques et des instruments de l'Union Européenne, notamment en ce qui concerne le commerce, l'agriculture, l'environnement, la santé et la protection des consommateurs, le marché intérieur, la concurrence, la recherche, la société de l'information, montre une cohérence générale. Il en va de même de la priorité de l'UE en ce qui concerne la transparence et l'échange d'information dans le domaine fiscal y compris dans le cadre de son Code de Conduite relatif à la fiscalité des entreprises. Il existe aussi une grande complémentarité et synergie entre ces politiques et la stratégie actuelle y compris dans la prise en compte de priorités transversales comme celles des droits de l'homme, la dimension des femmes et l'environnement (annexe 11). La Commission européenne a aussi récemment introduit un instrument d'évaluation d'impact applicable à la plupart de ses propositions, qui contribue à améliorer la cohérence des mesures en préparation en associant les services compétents.

Lors des consultations, tant les autorités du pays que la société civile ont montré leurs préoccupations en ce qui concerne le système de préférence commerciale du SPG qui, en dépit de ses améliorations récentes, n'est pas suffisant pour influencer les décisions d'investissement à long terme, ainsi qu'en ce qui concerne la politique agricole commune, particulièrement dans le secteur de la banane. On relève aussi le manque de coordination entre les différents projets financés par certaines lignes budgétaires thématiques et géographiques.

La Commission a un intérêt particulier à développer un dialogue avec le Panama dans le domaine maritime compte tenu de l'importance du secteur (annexe 6), en ce qui concerne notamment l'application des normes internationales du travail et de la sécurité maritime (mémorandum de Paris). La politique de l'environnement constitue une priorité importante qui devrait se traduire par un dialogue renforcé portant notamment sur le respect des zones maritimes protégées.

## **5. STRATÉGIE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE**

### **5.1 Objectifs et modalités**

La préparation de ce document de stratégie est le résultat d'un processus de consultation avec les autorités du Panama ainsi qu'avec la société civile (communauté académique, chambres de commerces, administrations, bailleurs de fonds) en mai 2005 sur la base de deux ateliers « cohésion sociale » et « intégration régionale » reprenant les thèmes importants de l'agenda du pays (réforme fiscale, décentralisation, exclusions sociales, participation de la société civile et notamment des populations indigènes, modernisation de l'État, thèmes liés à l'intégration politique et économique régionale). La consultation a confirmé les questions et défis identifiés au chapitre 2 (pour de plus amples détails, voir l'annexe 13).

La Commission européenne privilégie plusieurs critères centraux dans la définition de sa stratégie de coopération avec le Panama :

- définir les secteurs prioritaires dans le cadre des deux grandes priorités des Sommets de Guadalajara et de Vienne, cohésion sociale et intégration régionale ;
- concentrer les efforts de coopération sur des thèmes faisant partie des grandes priorités nationales inscrites dans le programme du gouvernement ;
- Intégrer les dimensions suivantes, si pertinentes, dans tous les programmes : la promotion des droits de l'homme, l'égalité homme-femme, la démocratie et la bonne gouvernance, les droits des enfants et des peuples indigènes, l'environnement et la lutte contre le SIDA, la malaria et la dengue.
- la mise en œuvre de la stratégie de coopération, les modalités et le calendrier d'exécution en fonction des résultats obtenus lors de la phase 2002-2006 et de l'engagement sur des contreparties par le gouvernement bénéficiaire ;

- accompagner l'appui de la Commission européenne d'un dialogue politique y compris sectoriel approfondi, avec d'éventuels transferts d'expériences européennes en vue du renforcement des politiques publiques ;
- organiser des actions de sensibilisation, avec et dans le pays, liées aux priorités du présent document ;
- encourager un dialogue constant entre les différents acteurs nationaux, tels que le gouvernement central, les municipalités, les partis politiques et la société civile, avec l'objectif d'une participation réelle ainsi qu'une appropriation adéquate des programmes par le pays, tant en ce qui concerne le développement que la mise en œuvre de la coopération future ;
- renforcer la coordination avec la stratégie régionale qui privilégie le soutien à l'intégration de l'Amérique centrale (annexe 12) ainsi qu'avec les programmes régionaux actuels et futurs (RSP 2007-2013 Amérique latine) ;
- apporter une attention particulière à la coordination avec les autres donateurs à toutes les étapes de la mise en œuvre de la coopération, y compris avec les bailleurs de fonds multilatéraux tels que la BID et la Banque mondiale. Le choix des secteurs et les modalités d'intervention sont complémentaires de ceux des autres bailleurs de fonds dont l'aide au pays est réduite et se concentre sur les secteurs mentionnés au 4.2.

Cette stratégie sera soumise à un examen à mi-parcours (2009-2010). En fonction de l'évolution de la situation et des principaux défis du pays, y compris des principaux indicateurs socio-économiques et des progrès de la coopération, on considèrera s'il convient d'adapter la présente la stratégie, y compris l'allocation financière affectée à la coopération.

## ***5.2 Justification du choix des secteurs de concentration***

### **5.2.1 Cohésion sociale**

L'analyse de la situation du Panama a montré des indicateurs sociaux préoccupants dans les zones rurales du pays. Ceux-ci reflètent une inégalité croissante des niveaux de développement. L'intervention de la Commission européenne appuiera les efforts du Panama pour corriger les déséquilibres sociaux et territoriaux, pour réduire les inégalités ainsi que l'exclusion. Dans le contexte de la modernisation de l'État, la mise en place de la réforme fiscale par le gouvernement ainsi que la décentralisation jouera un rôle essentiel en permettant d'augmenter les ressources nécessaires pour répondre aux besoins sociaux des régions marginalisées économiquement et socialement du pays, et de se concentrer sur les populations les plus vulnérables.

La stratégie de coopération de la Commission vise à soutenir des actions destinées à favoriser l'accès des populations à des services sociaux de qualité en matière de santé,

d'éducation, d'emploi et d'environnement dans les zones les plus touchées par la pauvreté.

Elle permettra d'apporter une aide au gouvernement panaméen sur un enjeu majeur dans une perspective d'intégration des populations rurales, notamment des populations indigènes. Elle favorisera le dialogue et la participation des groupes concernés. L'intervention contribuera à soutenir l'action du pays pour atteindre les objectifs du Millénaire.

Elle prendra en compte les processus en cours dans le pays dans les domaines de la réforme fiscale et de la décentralisation ainsi que des politiques sociales. Un aspect important sera le transfert de ressources aux entités locales dans le domaine des services sociaux ainsi que les efforts en vue d'une utilisation optimale de ces ressources.

L'Union européenne a une valeur ajoutée dans le domaine des politiques sociales, de la lutte contre les inégalités et l'exclusion et peut s'appuyer sur les expériences et le modèle social de ses États membres. À cet égard les actions de coopération seront accompagnées par un dialogue politique, conformément aux recommandations de la Déclaration de Guadalajara, ainsi que par des échanges de bonne pratiques en s'inspirant de l'expérience accumulée dans le cadre du processus de Lisbonne et de la méthode ouverte de coordination de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

La coopération appuiera les efforts en vue de favoriser l'égalité homme-femme. Une attention particulière sera accordée à la participation des peuples indigènes et de leurs organisations dans les décisions qui les concernent, en particulier celle des femmes indigènes. La protection de l'environnement et des ressources naturelles sera un axe transversal du programme.

### **5.2.2. L'Intégration Régionale**

La Commission européenne attache une importance particulière au processus d'intégration régionale centro-américain et accordera un soutien aux activités du Panama qui contribuent à son intégration avec la région. Les actions programmées au niveau bilatéral seront cohérentes et complémentaires de la stratégie régionale. Elles viseront plus spécifiquement à fournir un appui au pays dans le développement de politiques convergentes avec la région.

Cette action tient compte de la volonté exprimée par le Panama de se joindre au processus d'intégration centro-américaine en vue d'un accord d'association avec l'Union européenne.

L'histoire montre que l'intégration régionale est bénéfique pour la stabilité politique et la sécurité, pour stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements notamment sociaux et ainsi favoriser la création de richesses qui permettent de réduire la pauvreté, pour autant que cette intégration s'inscrive dans un dispositif politique cohérent.

La Commission européenne pourra s'appuyer sur son expérience dans les domaines de l'intégration et sur ses activités de coopération en la matière, notamment dans le cadre du soutien qu'elle accorde au développement du processus d'intégration de l'Amérique centrale depuis plusieurs années, notamment en ce qui concerne :

- les initiatives pour que le Panama participe à part entière à l'institutionnalisation centro-américaine ainsi qu'au développement de politiques convergentes avec la région ;
- l'accroissement du degré d'intégration du Panama avec la région, y compris en renforçant les institutions publiques compétentes dans les domaines du commerce extérieur et des douanes, dans le domaine des politiques de la concurrence, des normes sanitaires et phytosanitaires, du droit des sociétés, de la propriété intellectuelle, des normes techniques, ainsi que de la protection des consommateurs.

### **5.3 Formulation des programmes dans les secteurs de concentration**

Compte tenu des montants limités alloués aux deux secteurs de concentration, l'approche projet sera favorisée en maximisant l'efficacité des interventions destinées, dans les deux secteurs, à développer les capacités des administrations et des acteurs concernés. Il s'agira de mettre en œuvre des politiques et actions visant d'une part à réduire les inégalités et à lutter contre la pauvreté en zone rurale, et d'autre part à participer au processus d'intégration régionale. Les acteurs concernés de la société civile seront systématiquement associés (communautés rurales et entreprises notamment). Lors de la définition des activités liées aux programmes, une attention particulière sera portée aux aspects de bonne gouvernance et bonne gestion financière des deniers publics, ainsi qu'aux aspects liés à la corruption.

## **6. PROGRAMME INDICATIF NATIONAL (PIN) 2007-2013**

Le montant indicatif de l'allocation sur la période est de 38 millions d'Euros.

### **6.1 Modalités**

Compte tenu de la lenteur de la mise en œuvre de la coopération actuelle avec le Panama, une attention particulière sera accordée aux points suivants :

- la priorité accordée à l'accompagnement des réformes opérées dans le pays,
- l'accord officiel des autorités concernées sur les programmes proposés ;
- les différents programmes seront inscrits dans le calendrier définitif de programmation si les conditions suivantes sont réunies : le suivi de la mise en œuvre du programme actuel (2002-2006) a montré des progrès notables lors des évaluations périodiques ; les autorités panaméenne ont mise en place les moyens administratifs et financiers nécessaires pour les actions de coopération de la CE (voir en particulier la future loi de coopération);

- des actions de formation seront envisagées pour familiariser les bénéficiaires (entités de gestion et toute institution qui pourrait participer à l'exécution des projets) avec les procédures de la Commission européenne ;

- dans le cadre du réexamen de la programmation opéré par la Commission en 2009, une évaluation des performances de la coopération de la Commission avec le Panama permettra de décider s'il y a lieu de modifier la réponse stratégique de la Commission.

La mise en œuvre de cette programmation, ainsi que la dotation financière exacte, le calendrier de réalisation des actions et l'échéancier des résultats correspondants résulteront d'études et d'analyses effectuées par la Commission européenne.

## **6.2 Activités et secteurs de concentration**

### **6.2.1 Cohésion Sociale**

Objectif général : contribuer à la lutte contre la pauvreté, à la lutte contre les inégalités sociales et territoriales et contre les exclusions existant dans le pays par la voie d'un appui à la modernisation de l'État dans le domaine du développement local et des politiques sociales.

Objectif spécifique : fournir un appui au processus de modernisation et de renforcement des capacités des autorités, en se concentrant sur les aspects suivants :

- promotion du développement rural ;
- amélioration des politiques publiques afin d'améliorer les indicateurs sociaux. Une attention particulière sera portée au renforcement de la capacité des systèmes de services sociaux au niveau local dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'éducation et de l'environnement. Les actions se concentreront sur les régions et les zones les plus marginalisées économiquement où vivent les populations les plus défavorisées (taux de pauvreté supérieur à la moyenne nationale), en particulier les populations indigènes ;
- transfert des ressources aux entités locales dans le cadre du processus de décentralisation des compétences sociales pour améliorer l'efficacité de leur utilisation et accompagner les réformes ;
- soutien à la réforme fiscale pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales : efficacité de la collecte de l'impôt, capacités d'audit, mise en œuvre des engagements internationaux du pays dans les domaines de la transparence et de l'échange d'informations ;
- renforcement de la participation des communautés indigènes et, en particulier, des femmes.

Les bénéficiaires directs : l'administration centrale et locale, y compris les collectivités locales, en particulier dans les domaines de la fiscalité et des politiques sociales ; les bénéficiaires finaux sont les populations pauvres dans le milieu rural, les populations indigènes, spécialement les femmes, les jeunes et les enfants.

Conditions/risques : le gouvernement devra adopter des mesures politiques adéquates pour faire progresser les réformes selon les modalités et les délais prévus, y compris le transfert de ressources vers les régions les plus pauvres, des mesures pour sensibiliser l'opinion publique, ainsi que des mesures pour faciliter les actions de coopération (dispositions administratives, procédures, personnel).

Les indicateurs pour évaluer les résultats incluent notamment des données quantitatives et qualitatives sur :

- l'accroissement et la distribution des dépenses publiques dans le secteur social, notamment l'amélioration des investissements sociaux (éducation, santé, emploi, environnement, etc.) et l'efficacité des dépenses publiques dans les services sociaux, en particulier dans les zones les plus pauvres ;
- l'amélioration des indicateurs fiscaux ;
- l'amélioration des indicateurs sociaux dans les zones concernées, notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation, de l'emploi et de l'environnement en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire dans ces domaines;
- l'accès et la prise en compte des populations les plus défavorisées et des groupes ciblés en ce qui concerne les services et prestations sociales, notamment l'amélioration des conditions de vie des populations indigènes, des femmes et des enfants ;
- la décentralisation administrative, y compris le transfert des compétences et des ressources ;
- les actions réalisées : nombre de formations, de participants ; équipements mis en place ; nombre de personnes bénéficiaires des programmes ;
- les mesures de sensibilisation de la société panaméenne et des contribuables aux avantages d'une politique redistributive qui favorise les plus pauvres.

Programmes/activités : appui aux programmes sociaux du gouvernement, études, enquêtes, actions de formation, séminaires, fourniture de matériel et de logistique ; projets de démonstration; échanges d'expérience etc.

Prise en compte des questions transversales

Thèmes	SECTEUR COHÉSION SOCIALE
Égalité homme-femme	Promouvoir l'égalité des femmes, notamment dans la lutte contre l'exclusion et la réduction de la pauvreté. Encourager la participation des femmes
Droits de l'homme et dimension culturelle	Promouvoir l'intégration et le respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne les groupes moins intégrés de la population. Prendre en compte la situation des peuples indigènes et des groupes exclus, prendre en compte leur culture et leurs traditions dans les activités en assurant leur participation : promouvoir la lutte contre toutes les formes d'exclusion et appuyer le caractère multiculturel des politiques et des services publics.
Droits des enfants	Incorporer dans les programmes la protection, la situation et les droits des enfants (groupe le plus vulnérable) dans le domaine de la santé et de l'éducation, notamment en s'intéressant aux enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables dans le milieu rural
Environnement	Intégrer les facteurs associés à la dégradation de l'environnement, à l'accès aux ressources, à l'eau, et tous autres facteurs qui nuisent au développement durable ; prise en compte de la vulnérabilité aux risques naturels.

### 6.2.2 Intégration régionale

L'objectif général est de promouvoir le processus d'intégration du Panama à la région de l'Amérique centrale, avec une attention particulière à l'objectif de participation à l'Union douanière d'Amérique centrale et aux mesures concernant le marché intérieur.

Objectif spécifique : développer un ensemble d'actions permettant de renforcer les institutions nationales dans les domaines suivants :

- l'harmonisation des législations, les normes et standards techniques, vétérinaires et phytosanitaires et la propriété intellectuelle ;
- toutes mesures permettant de favoriser l'intégration du Panama à la région et qui faciliteraient les réponses aux demandes techniques de la Commission européenne, en vue de la future négociation de l'accord d'association UE-Amérique centrale ;

Les bénéficiaires sont les administrations concernées, les chambres de commerce ; les entreprises sont les bénéficiaires indirectes.

Conditions : l'adoption par le gouvernement du Panama des décisions et mesures nécessaires pour progresser vers l'intégration régionale à l'Amérique centrale, compte tenu du débat en cours dans le pays.

Les principaux indicateurs pour mesurer les résultats attendus incluent des données quantitatives et qualitatives concernant en particulier :

- le renforcement des instituts nationaux chargés de la certification des normes vétérinaires, industrielles, phytosanitaires ;
- la création d'une autorité nationale en matière de propriété intellectuelle pour développer les aspects de la protection des brevets, marques et modèles d'utilité industrielle et pour lutter contre la piraterie ;
- la formation des juges et agents des douanes, notamment à la lutte contre la fraude douanière ;
- les actions réalisées et la sensibilisation des chefs des entreprises petites et moyennes dans le domaine de la normalisation et de la modernisation du système ;
- le matériel et les équipements fournis ;
- la convergence du Panama avec l'Union douanière d'Amérique centrale.

Programmes/activités : études, formation, séminaires, fourniture de matériel

Prise en compte des questions transversales

Thèmes	INTÉGRATION RÉGIONALE
Populations marginalisées, immigration, dimension du genre, intégration sociale	Prise en compte de l'impact des activités sur la réduction de la pauvreté, sur les populations marginalisées et vulnérables, en matière économique et sociale
Droits de l'homme, en particulier droit des travailleurs	Prise en compte de l'application des règles internationales du droit des travailleurs
Environnement	Les interventions seront accompagnées par la définition d'objectifs et d'indicateurs environnementaux, et par des évaluations de l'impact environnemental, y compris de l'impact sur l'utilisation des ressources naturelles.

### **6.3. Complémentarité avec les autres instruments financiers de coopération**

Les financements concernés par cette coopération sont ceux prévus pour l'Amérique latine, au titre des programmes géographiques bilatéraux.

Les programmes régionaux dont le pays peut bénéficier (ALFA, ALBAN, AL-INVEST, @LIS, EuroSociAL et URBAL) et les programmes thématiques tels que l'environnement, l'appui aux Acteurs non étatiques, le soutien à la démocratie et aux droits de l'homme, Investir dans le capital humain sont considérés comme complémentaires de la programmation géographique bilatérale avec le Panama..

Des complémentarités et synergies seront recherchées entre les programmes régionaux et la coopération bilatérale, en particulier sur le thème de la cohésion sociale avec le programme EuroSociAL qui organise des formations et échanges entre administrations et acteurs chargés des politiques publiques (justice, fiscalité, éducation, santé, emploi), ainsi qu'avec tout autre programme pertinent qui serait développé dans le cadre de la programmation régionale 2007-2013, notamment dans les domaines de la fiscalité, de la décentralisation, des politiques sociales et des partenariats entre collectivités locales. Les instruments mis en place dans le cadre du 7<sup>ème</sup> Programme cadre de Recherche 2007-2013 visent à renforcer la coopération avec les pays d'Amérique latine et fournissent une opportunité pour le Panama, en particulier dans le domaine de l'environnement. Une coordination sera assurée avec les programmes tels que DIPECHO dans le domaine de la prévention des risques existant dans le pays et la région, l'intervention en cas de catastrophe faisant l'objet de mesures dans le cadre de la politique et des instruments de l'aide humanitaire. La prévention des catastrophes naturelles est d'autre part traitée par un programme régional relatif à Amérique centrale, lancé en 2005.

Le Panama a peu bénéficié des budgets thématiques et ne fait pas partie des pays cibles de ces lignes thématiques, mais des actions complémentaires ciblées pourraient être envisagées dans le domaine des droits de l'homme et des ONG (secteurs justice, populations indigènes). L'instrument financier « Environnement et forêts tropicales » pourra aussi intervenir de façon ciblée en complément de cette stratégie (voir aussi l'annexe 11) sur des problèmes d'environnement importants pour le Panama (déforestation, contamination des eaux, gestion des déchets).

Dans le domaine de la programmation régionale, les activités seront complémentaires et une synergie sera recherchée avec la programmation régionale relative à l'Amérique centrale, qui est dédiée à l'intégration régionale (annexe 12), ainsi qu'entre les programmes régionaux concernant l'Amérique latine et la coopération bilatérale, en particulier AL-INVEST et autres actions régionales menées à la suite du programme @LIS (soutien au PME et dialogue régulier sur la société de l'information).

## 7. MONTANT ET CALENDRIER INDICATIF 2007-2013.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>Cohésion sociale</b>			75%				
<b>Intégration régionale</b>				25 %			

## 8. ANNEXES

### ANNEX 1: Selected indicators of the country



#### **Nombre oficial**

República de Panamá

#### **Geografía**

Superficie: 77.381 km<sup>2</sup> (29.762 mi.<sup>2</sup>)

Ciudades: *Capital*: Ciudad de Panamá (827.828). *Otras ciudades principales*: Colón (140.908), David (102.678).

Relieve: Montañoso (montaña más alta: Cerro Volcán, 3,475 m.); 2.857 km (1.786 mi.) de costa.

Clima: Tropical, con un promedio de 28 mm de precipitación pluvial diaria en el invierno.

#### **Gobierno**

Tipo: Democracia constitucional.

Independencia: 3 de noviembre de 1903.

Constitución: 11 de octubre de 1972; enmendada en 1983 y 1994.

Poderes: *Ejecutivo*: presidente (jefe de estado), dos vicepresidentes. *Legislativo*: Asamblea

Legislativa (unicameral, 72 miembros). *Judicial*: Corte Suprema.

Circunscripciones administrativas: nueve provincias y cinco territorios (indígenas).

Partidos políticos: Partido Arnulfista y PRD

Sufragio: universal y obligatorio a partir de los 18 años.

#### **Población**

La República de Panamá presenta una población muy diversa. Según el censo de 1990, un 64% es mestiza, un 14% mulata y negra, un 10% descendientes de europeos, casi un 8% de indígenas — básicamente de las etnias kuna (kuna), guaymí y chocó— y un 4% descendientes de asiáticos, principalmente chinos. En 2002 el 57% de la población vivía en ciudades.

**Idioma**

El Español es la lengua oficial. Un 14% de la población habla inglés siendo, por ello, bilingües muchos panameños. También se hablan otras lenguas como Guaymí y kuna.

**Religión**

El 86% de la población se declara católica, el 11% evangélica, y un 3% no creyente.

## Panama Data Profile

	2000	2003	2004
<b>People</b>			
Population, total	2.9 million	3.0 million	3.0 million
Population growth (annual %)	1.5	1.5	1.5
National poverty rate (% of population)	..	..	..
Life expectancy (years)	..	75.0	..
Fertility rate (births per woman)	..	2.4	..
Infant mortality rate (per 1,000 live births)	20.0	18.0	..
Under 5 mortality rate (per 1,000 children)	26.0	24.0	..
Births attended by skilled health staff (% of total)	..	..	..
Child malnutrition, weight for age (% of under 5)	..	..	..
Child immunization, measles (% of under 12 mos)	97.0	83.0	..
Prevalence of HIV, total (% of population aged 15-49)	..	0.9	..
Literacy rate, adult male (% of males ages 15 and above)	92.5	..	..
Literacy rate, adult female (% of females ages 15 and above)	91.2	..	..
Primary completion rate, total (% age group)	96.7	97.5	..
Primary completion rate, female (% age group)	96.3	97.9	..
Net primary enrollment (% relevant age group)	97.8	..	..
Net secondary enrollment (% relevant age group)	61.1	..	..
<b>Environment</b>			
Surface area (sq. km)	75,520.0	75,520.0	..
Forests (1,000 sq. km)	28,760.0	..	..
Deforestation (average annual % 1990-2000)	1.6	..	..
Internal freshwater resources per capita (cubic meters)	..	49,262.4	..
CO2 emissions (metric tons per capita)	2.2	..	..
Access to improved water source (% of total pop.)	..	..	..
Access to improved sanitation (% of urban pop.)	..	..	..
Energy use per capita (kg of oil equivalent)	903.3	..	..
Electricity use per capita (kWh)	1,331.8	..	..
<b>Economy</b>			
GNI, Atlas method (current US\$)	11.0 billion	12.1 billion	13.5 billion
GNI per capita, Atlas method (current US\$)	3,870.0	4,040.0	4,450.0
GDP (current \$)	11.6 billion	12.9 billion	13.8 billion
GDP growth (annual %)	2.7	2.0	6.2
GDP implicit price deflator (annual % growth)	-1.2	2.8	0.9
Value added in agriculture (% of GDP)	6.8	7.5	7.5
Value added in industry (% of GDP)	18.0	16.3	16.6
Value added in services (% of GDP)	75.2	76.2	75.9
Exports of goods and services (% of GDP)	68.3	59.0	64.0
Imports of goods and services (% of GDP)	69.5	57.7	61.1
Gross capital formation (% of GDP)	28.5	25.7	27.0
Revenue, excluding grants (% of GDP)	23.1	..	..
Cash surplus/deficit (% of GDP)	-0.8	..	..
<b>Technology and infrastructure</b>			
Fixed lines and mobile telephones (per 1,000 people)	295.7	389.5	..
Telephone average cost of local call (US\$ per three minutes)	0.1	..	..
Personal computers (per 1,000 people)	37.0	..	..
Internet users (per 1,000 people)	31.7	61.6	..
Paved roads (% of total)	..	..	..
Aircraft departures	25,200.0	25,700.0	..
<b>Trade and finance</b>			
Trade in goods as a share of GDP (%)	36.5	30.4	..
High-technology exports (% of manufactured exports)	0.1	0.9	..
Net barter terms of trade (1995=100)	100.0	..	..
Foreign direct investment, net inflows in reporting country (current US\$)	700.3 million	791.5 million	..
Present value of debt (current US\$)	7.3 billion	10.9 billion	..
Total debt service (% of exports of goods and services)	9.7	11.3	..
Short-term debt outstanding (current US\$)	464.1 million	439.5 million	..
Aid per capita (current US\$)	5.8	10.2	..

**Source: World Development Indicators database, August 2005**

## Selected macro-indicators for Panama

<b>Subject Description</b>	<b>Units</b>	<b>Scale</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Current account balance	US dollars	Billions	-0.689	-0.174	-0.061	-0.442	-0.273	-0.211	-0.082
Current account balance in percent of GDP	Ratio		-5.9	-1.5	-0.5	-3.4	-2.0	-1.5	-0.5
Gross domestic product based on purchasing-power-parity (PPP) per capita GDP	US dollars	Units	5.915.764	5.982.729	6.108.542	6.358.676	6.738.676	7.052.058	7.338.165
Gross domestic product based on purchasing-power-parity (PPP) share of world total	Percent		0.039	0.038	0.038	0.038	0.038	0.038	0.038
Gross domestic product based on purchasing-power-parity (PPP) valuation of country GDP	US dollars	Billions	17.451	17.972	18.680	19.795	21.334	22.706	24.029
Gross domestic product per capita, constant prices	US dollars	Units	3.854.644	3.806.991	3.823.120	3.917.829	4.083.479	4.155.753	4.249.738
Gross domestic product per capita, current prices	US dollars	Units	3.939.222	3.930.593	4.013.211	4.131.834	4.356.855	4.513.239	4.724.214
Gross domestic product, constant prices	National currency	Billions	11.371	11.436	11.691	12.196	12.928	13.380	13.916
Gross domestic product, constant prices, annual percent change	Percent		2.7	0.6	2.2	4.3	6.0	3.5	4.0
Gross domestic product, current prices	US dollars	Billions	11.621	11.808	12.272	12.862	13.793	14.531	15.469
Gross domestic product, deflator	Index		102.194	103.247	104.972	105.462	106.695	108.602	111.165
Implied PPP conversion rate	US dollar		0.666	0.657	0.657	0.650	0.647	0.640	0.644
Inflation	Index, 2000=100		100.000	100.314	101.316	102.749	105.114	107.896	109.879
Inflation, annual percent change	Percent		1.4	0.3	1.0	1.4	2.3	2.6	1.8

Source: International Monetary Fund, World Economic Outlook Database, September 2005

## ANEXO 2: Comercio exterior de Panamá

### **Composición de la exportación de Bienes, FOB (en millones de US \$)**

<b>Indicadores</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Petróleo.....	90.4	210.1	191.5	148.7	5.4	4.9
Exportación de bienes excluyendo el petróleo:						
Bananos.....	187.3	148.3	122.2	109.4	112.8	108.2
Melón.....	...	11.7	15.8	28.0	26.7	49.2
Piña.....	...	0.1	0.8	0.3	4.0	12.0
Sandía.....	...	3.9	9.8	12.7	20.9	21.7
Azúcar.....	14.5	19.9	13.9	15.1	12.8	10.4
Café.....	20.0	16.0	11.1	9.2	12.2	11.0
Camarones.....	69.0	59.4	70.1	58.0	56.5	53.8
Harina y Aceite de pescado.....	5.7	10.0	12.8	7.6	13.0	9.3
Larvas de camarones.....	65.7	8.9	9.3	8.0	4.5	6.3
Atún de aleta amarilla, pescado y filetes.....	70.7	111.2	148.1	169.5	262.6	281.8
Ropa.....	21.9	19.5	14.3	13.3	11.0	8.8
Carne de Ganado Vacuno.....	...	9.5	11.4	14.3	9.6	14.4
Ganado Vacuna en pie.....	...	16.6	37.2	13.3	18.0	13.2
Cueros y pieles preparados.....	...	9.0	8.5	8.2	8.5	8.9
Otros exportaciones.....	323.8	275.2	267.1	242.1	226.7	276.4
<b>TOTAL.....</b>	<b>778.6</b>	<b>719.4</b>	<b>752.4</b>	<b>709.1</b>	<b>799.6</b>	<b>885.4</b>
Otras Reexportaciones Nacionales	51.6	28.8	45.4	42.9	33.8	48.2
<b>TOTAL.....</b>	<b>920.6</b>	<b>958.3</b>	<b>989.3</b>	<b>900.6</b>	<b>838.8</b>	<b>938.5</b>

### **Composición de la importación de Bienes, CIF (en miles de US \$)**

<b>Indicadores</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
<b>Bienes de consumo.....</b>	<b>1,099.5</b>	<b>1,019.1</b>	<b>1,207.3</b>	<b>1,294.0</b>	<b>1,547.4</b>
No duraderos.....	500.8	477.3	496.9	545.5	596.2
Semiduradero.....	293.1	252.3	297.3	270.9	303.6
Utensilios domésticos.....	126.2	104.6	117.3	117.6	131.2
Combustibles y lubricantes.....	179.3	184.9	295.7	360.0	516.4
<b>Bienes Intermedios.....</b>	<b>1,367.2</b>	<b>1,235.7</b>	<b>1,092.2</b>	<b>994.4</b>	<b>1,119.3</b>
Materias primas para la agricultura.....	50.2	49.7	63.2	74.3	88.5
Materias primas para la industrias.....	1,113.3	1,022.2	837.6	671.3	736.0
Materiales de construcción.....	167.7	133.7	158.8	216.0	254.9
Otros insumos intermedios.....	36.1	30.1	32.6	32.8	39.9
<b>Bienes de capital.....</b>	<b>938.3</b>	<b>731.6</b>	<b>735.8</b>	<b>833.8</b>	<b>927.7</b>
Para la agricultura.....	23.3	15.9	20.1	24.0	26.4
Para la industria, construcción y electricidad....	356.8	261.0	235.1	254.4	277.8
Equipos de transporte y telecomunicaciones....	448.2	368.0	407.0	468.0	525.4
Otros bienes de capital.....	110.0	86.7	73.6	87.4	98.2
<b>TOTAL.....</b>	<b>3,405.0</b>	<b>2,986.4</b>	<b>3,035.3</b>	<b>3,122.3</b>	<b>3,594.4</b>

*Fuente: Controlaría de la República*

**Comercio exterior entre Panamá y el mundo, Año 2004, en millones de dólares y en %**

<b>País</b>	<b>Exportaciones</b>		<b>Importaciones</b>	
Estados Unidos	456.2	48.6%	1081.9	30.1%
Centroamérica	97.6	10.4%	327.1	9.1%
<b>Unión Europea</b>	<b>237.4</b>	<b>25.3%</b>	<b>186.9</b>	<b>5.2%</b>
América del Sur	22.5	2.4%	481.6	13.4%
Asia	37.7	4.0%	388.3	10.8%
Resto del mundo	86.3	9.2%	1128.6	31.4%
<b>TOTAL</b>	<b>938.5</b>	<b>100.0%</b>	<b>3,594.4</b>	<b>100.0%</b>

*Fuente: Controlaría de la República*

**Exportaciones de la Unión Europea hacia Panamá en 2004**

<b>Descripción</b>	<b>%</b>
TOTAL	100%
Barcos y artefactos flotantes	53.85
Productos farmacéuticos	8.39
Perfumes y aguas de tocador	4.76
Artículos de joyería y sus partes	4.29
Máquinas y aparatos mecánicos	3.77
Bebidas o líquidos alcohólicos y vinagre	3.24
Máquinas y aparatos eléctricos y sus partes: aparatos de sonido	2.45
Productos químicos orgánicos	2.07
Vehículos automóviles, tractores, ciclos y sus partes	2.05
Manufacturas de fundición, de hierro y acero	1.32
Combustibles minerales, aceites, material bituminoso, ceras minerales	1.22
Instrumentos y aparatos de óptica, fotografía o cinematografía, de medida, de precisión	0.90
Prendas y accesorios de vestir, excepto los de punto	0.82
Muebles, mobiliario médico quirúrgico, letreros	0.70
Otros	10.17

*Fuente: EUROSTAT*

**Importaciones a la Unión Europea procedente de Panamá en 2004**

<b>Descripción</b>	<b>%</b>
TOTAL	100%
Bananos	48.71
Barcos y artefactos flotantes	29.38
Pescado y crustáceos	5.91
Melones	2.50
Piña	2.01
Pieles y cueros	1.70
Bebidas, líquidos alcohólicos y vinagre	1.38
Sandía	1.08
Minerales metalíferos, escorias y cenizas	1.05
Motores de carros y motores de otros vehículos	0.66
Grasas y aceites de pescado o animales marinos	0.50
Otros	5.11

*Fuente: EUROSTAT*

## ANEXO 3: Objetivos del Milenio para el Desarrollo

### **SISTEMATIZACIÓN COMPARATIVA** **INFORMES DE CUMPLIMIENTO DE LOS OBJETIVOS DE DESARROLLO** **DEL MILENIO EN AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE** **Informes de País 2002-2005**

PANAMÁ– 2003 Objetivos y Metas propuestos	Situación Actual	Estimación de Cumplimiento	Desafíos y Prioridades	
<p><b>1. Erradicar la Pobreza Extrema y el Hambre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Reducir a la mitad a la proporción de personas con ingresos menores a un dólar por día</li> <li>▪ Reducir a la mitad la proporción de personas que sufren hambre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ La población con ingresos menores de un dólar diario ha experimentado una mejoría ya que en 1990 representaba el 31,4% y en el 2000 era del 23,9%. Sin embargo cuando esta cifra se desagrega en el área rural, urbana, o indígena, las disparidades crecen considerablemente.</li> <li>▪ La participación del quintil mas pobre en el consumo nacional era de 3,5% en 1997, mientras que el quintil más rico tenía el 52,9% del consumo nacional.</li> <li>▪ El 20% de la población con mayores ingresos concentra el 62,7% de los ingresos del país, mientras que el quintil de la población con menores recursos acumula apenas el 1,5% de este ingreso.</li> <li>▪ La proporción de menores de 5 años con bajo peso para la edad era en 1997 de 6,8% para el total del país. Pero en la población indígena se triplica y alcanza el 21,0%</li> <li>▪ El bajo peso afecta al 11,7% de los niños pobres y al 17,0% de los pobres extremos en 1997.</li> </ul>	na	<p>Políticas Sugeridas en el informe</p>	<p>Costeo de las metas</p>
<p><b>2. Alcanzar la Educación Básica Universal</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Asegurar que todos los niños y adolescentes puedan completar la educación básica</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Las tasas de matricula son altas, en 1990 alcanzaba el 91,0% y en 2000 el 97,7%.</li> <li>▪ Se registra igualmente una mejora en las tasas de alfabetismo de la población de 15 a 24 años, de 94,8% en 1990 a 96,1% en 2000. Sin embargo, se observan diferencias entre zonas rurales y urbanas. Ante una tasa de 96,1% en el país, en la zona rural es de 90.8% y en la zona urbana 99,0%.</li> </ul>	na	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Intensificar los esfuerzos dirigidos a incluir a la población indígena en el sistema educativo.</li> <li>▪ En Panamá, el entorno es favorable para la inversión educativa, porque crece el valor que la sociedad ha otorgado a la educación para impulsar el desarrollo.</li> </ul>	na

<p><b>3. Promover la igualdad entre los sexos y la autonomía de la mujer.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Eliminar la disparidad de género en la educación primaria y secundaria hasta el 2005 y en todos los demás niveles hasta el 2015.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Existe una situación bastante similar entre hombre y mujeres en los primeros niveles de educación, dado el mayor acceso y permanencia de las mujeres en el sistema educativo en los últimos años.</li> <li>En la educación superior es mayor la matrícula femenina, que ha aumentado entre 1990 y 2000. En la Universidad de Panamá, la matrícula femenina duplica a la masculina, y el egreso es triple para las mujeres.</li> <li>A pesar de estos avances, la tasa de alfabetización masculina todavía es mayor, sobre todo en la población indígena.</li> <li>La relación entre las tasas de alfabetización de las mujeres y los hombres de edades entre 15 y 24 años es de 0,99 (1990/2000)</li> <li>La participación de más mujeres dentro de la Población Económicamente Activa es desigual e injusta, dado que el hombre recibe salarios más altos por un mismo trabajo y calificación.</li> <li>En la participación política, la disparidad entre hombres y mujeres es especialmente alta. En 1990, la participación de mujeres en la Asamblea Legislativa representaba el 7,5%. En 1999, el porcentaje aumentó a 9,9.</li> </ul>	<p>na</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fortalecer los programas y hacer cumplir las leyes que favorecen el avance de las mujeres en el marco de las políticas de igualdad.</li> <li>Las niñas y jóvenes de las comarcas indígenas deben ser el grupo meta a fortalecer en materia de equidad de género en la educación.</li> <li>Se debe fortalecer el empoderamiento de las mujeres en su participación en puestos políticos y de decisión.</li> </ul>	<p>na</p>
<p><b>4. Reducir en 2/3 la tasa mortalidad de menores de 5 años:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reducir en 2/3 partes la tasa de mortalidad infantil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La tasa de mortalidad de menores de 5 años por cada 1,000 habitantes era de 4,82 en 1990 y 4,76 en 2000.</li> <li>La tasa de mortalidad de menores de un año en 1990 era de 18,9 por 1,000 nacidos vivos, y de 16,7% en el 2000, con variaciones entre el área urbana (16,9) y rural (19,2).</li> <li>Estos avances se deben a la fuerte inversión que históricamente Panamá ha venido haciendo en servicios de salud.</li> <li>Entre las principales causas de muerte se encuentran la diarrea y la gastroenteritis de origen infeccioso, neumonía y desnutrición.</li> </ul>	<p>na</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>En las áreas indígenas se hace necesaria la movilización de recursos y el desarrollo de estrategias conjuntas de prevención de las enfermedades, promoción de la salud, así como la ejecución de proyectos de desarrollo integral dirigidos ala niñez.</li> <li>Se requiere la implementación de políticas muy precisas, destinadas a ampliar los servicios de salud y los proyectos dirigidos a extender la cobertura a áreas rurales e indígenas.</li> </ul>	<p>Na</p>
<p><b>5. Mejorar la salud materna</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Reducir la tasa de mortalidad materna en 3/4 partes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Las tasas de mortalidad materna muestran una tendencia estable desde la década de los 80, con valores que oscilan alrededor de 0,6 por 1,000 nacidos vivos. En 1990 la tasa fue de 0,5 y en el 2000 fue de 0,6.</li> <li>El 80% de las muertes maternas son por causas obstétricas directas, siendo las principales, la hemorragia, los trastornos de hipertensión del embarazo, el aborto y las complicaciones del puerperio.</li> <li>En el 2000 la tasa promedio de</li> </ul>	<p>na</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La intervención básica para contribuir a una maternidad sin riesgo consiste en lograr que cada parto sea atendido por personal calificado. Esto conlleva al acceso a atención obstétrica esencial: la disponibilidad de transporte rápido hacia los centros con capacidad de realizar intervenciones quirúrgicas; que brinden</li> </ul>	<p>Na</p>

	<p>mortalidad materna en el área urbana fue de 0,3% por 1000 nacidos vivos, mientras que en el área rural fue de 0,9 por 1000 nacidos vivos.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>En el año 2000 el 90,5% de los nacimientos fueron efectuados con atención profesional, y el 90,3% de los mismos ocurrió en una institución de salud. Sin embargo existen brechas entre las áreas rural (81,3%) y urbana (99,6%).</li> <li>La extensión de cobertura en la atención del parto muestra un incremento, ya que en 1990 era de 86,3% y en 2000 aumentó a 90,5%. En el área rural se aumento del 75,4% a 81,3% en el mismo período.</li> </ul>		<p>servicios de anestesia y bancos de sangre para intervenir en casos de embarazos de alto riesgo y en las complicaciones del parto.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Es necesario aumentar la cobertura del control del embarazo y atención especializada al parto especialmente en las provincias de Bocas del Toro, Darién, Coclé y Veraguas.</li> </ul>	
<p><b>6. Combatir el VIH/SIDA, y otras enfermedades graves</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Haber detenido e iniciado la reversión de la propagación del VIH/SIDA en el 2015.</li> <li>Reducir la incidencia de la malaria y otras enfermedades graves</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La tasa de mortalidad por VIH/SIDA en la población de 15 a 24 años era de 6,3 en el año 2000.</li> <li>Entre 1990 y 2000 se registraron en Panamá 124 casos de mujeres con VIH/SIDA, de entre 15 y 24 años, de las cuales fallecieron 79 según cifras del 2001.</li> <li>La prevalencia de la infección en mujeres embarazadas es de 1/800 a 1/1000 nacidos vivos. De manera general, el informe indica que no se ha logrado revertir la tendencia de expansión del SIDA.</li> <li>En cuanto a la malaria, aunque las tasas de incidencia de la enfermedad son bajas y se realizan campañas de prevención, el número de casos ha aumentado de 381 a 1.036 entre 1990/2000.</li> <li>Los principales focos de contagio son las zonas con fronteras y la continua migración.</li> <li>El 96% del territorio Panameño se constituye en zonas de riesgo de paludismo donde se aplican medidas de prevención y tratamiento. Sin embargo, en 1990 se estimaba que el 72,9% de la población se encuentra en riesgo de contraer malaria. Para el año 2000, la cifra aumenta a 90,2%.</li> <li>El riesgo de contraer tuberculosis continúa con tendencia ascendente desde 1984; sin embargo en los últimos 5 años la incidencia ha mantenido un rango con variaciones que oscilan entre 54,2 y 40,2 por 100.000 habitantes. En el año 2000 se registraron 1,149 casos.</li> </ul>	na	<ul style="list-style-type: none"> <li>Este objetivo plantea un reto ya que existen avances en las tasas de registro de las enfermedades. Pese a los avances será necesario la realización de nuevos esfuerzos para contrarrestarlas. (El Informe no sugiere políticas para este objetivo)</li> </ul>	Na
<p><b>7. Asegurar un medio ambiente sostenible</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Haber logrado en el 2015 que todas las políticas y programas del país hayan integrado los principios del</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La proporción de territorios boscosos ha disminuido del 44,5% en 1992 a 40,4% en 1998.</li> <li>A pesar de los pactos firmados y de las dos Cumbres de la Tierra en 1992 y 2002, en Panamá continua la deforestación, y por lo tanto el deterioro del medio ambiente y de la biodiversidad.</li> <li>En 1994 se producían 5,8 Kg. per capita de dióxido de carbono. Este indicador no se ha vuelto a calcular.</li> <li>En relación al agua potable, aún cuando se ha registrado un aumento a nivel del país de 78,7% a 88,2% de la</li> </ul>	na	<ul style="list-style-type: none"> <li>El desarrollo sostenible es una medida que debe adoptarse de manera urgente y continuada. El deterioro de los trópicos y sub-trópicos esta afectando el clima y la salud de los habitantes. A pesar de que existe una conciencia en el tema, esta conciencia no va ligada a la acción.</li> <li>Es necesario hacer un mayor esfuerzo para lograr la sensibilización</li> </ul>	

<p>desarrollo sostenible y se haya revertido la pérdida de recursos naturales ambientales</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Reducir en 2/3 la proporción de la población sin acceso al agua potable entre 1990 y 2015</li> </ul>	<p>población con acceso al agua potable, todavía hay comarcas rurales e indígenas que están muy por debajo del promedio nacional. Por esta razón se hace necesario para lograr la meta prestar atención al abastecimiento de agua potable sobre todo en las áreas indígenas y rurales.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Se ha registrado un aumento al acceso de la población a la disposición sanitaria de excretas entre 1990 y 2000, de 86,8% a 91,6% en el nivel nacional. Todavía no se han hecho esfuerzos suficientes en el área indígena (Comarca Kina Yala), donde solo el 7,18% tiene acceso a la disposición sanitaria de excretas.</li> <li>▪ En 1990, 68,9% de las viviendas estaban en buenas condiciones, para el año 2000 este porcentaje aumento a 80,3%, con poca variación entre lo rural y urbano.</li> </ul>		<p>de la población y la percepción de que se deben adoptar alternativas de producción que no deterioren el ambiente.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Para garantizar la sostenibilidad del ambiente se debe hacer muchos esfuerzos en lo que se refiere al manejo sostenible de los recursos naturales, así como a la calidad de vida de la población.</li> </ul>	
---	---	--	--	--

## **ANEXO 4: Perfil de género**

En Panamá se han hecho esfuerzos por instaurar políticas en pro de la igualdad y la equidad de género no sólo desde el gobierno central, sino también desde lo local.

La suscripción de compromisos internacionales, el apoyo de la cooperación internacional y la lucha del movimiento de mujeres, ha sido clave, para el avance en materia legislativa y de política pública, en el tema de la equidad e igualdad de género, ganando posiciones en la agenda de los problemas nacionales.

El avance en jurisprudencia específica con enfoque de género, se ha establecido en leyes tales como: Ley por la cual se aprueba al Código de la Familia (1994), Ley por la cual se ratifica la Convención Interamericana para prevenir, Sancionar y Erradicar la Violencia contra la Mujer (1995), Ley por la cual se instituye la igualdad de oportunidades para las mujeres (1999), Ley que garantiza la salud y la educación de la adolescente embarazada (2002), permitiendo de esta manera, que la sociedad panameña avance en su estructura jurídica en temas específicos de género.

La creación del Ministerio de la Juventud, la Mujer, la Niñez y la Familia en 1997 y de la Oficina de la Mujer, que depende del Instituto Nacional de Formación Profesional (INAFORP) en 1998, permite la legitimación de las políticas para la igualdad y la equidad de género. Entre las estrategias priorizadas para la legitimación de la política, son los procesos de sensibilización y capacitación, que se están implementando desde los ámbitos: nacional, local y regional.

### **AMBITO NACIONAL:**

En 1995 el Gobierno de Panamá estableció el Consejo Nacional de la Mujer (CONAMU) y la Dirección Nacional de la Mujer (DINAMU), que dependen del Ministerio de Trabajo y Bienestar Social. El Ministerio de la Juventud, la Mujer, la Niñez y la Familia se había creado en 1997 y una de sus principales funciones consiste en promover la igualdad entre los sexos.

La Oficina de la Mujer es una instancia asesora para la promoción y desarrollo integral de la mujer que cuenta con el apoyo técnico y financiero de la Unión Europea a través del Programa Promoción de la Igualdad de Oportunidades para las mujeres en Panamá.

El Primer Plan Nacional Mujer y Desarrollo (PNMD) se desarrolló entre 1994 y 2001, coordinado por las organizaciones de Mujeres y con participación de funcionarias de las principales dependencias públicas. En este proceso también se crea una propuesta de mecanismos institucionales con participación de la sociedad civil para el monitoreo del PNMD, de ahí surge el Consejo Nacional de la Mujer, instancia pública formada paritariamente entre el Gobierno y la Sociedad civil.

De igual manera se confeccionó un Plan de Acción para los años 2002-2006 denominado Plan de Igualdad de Oportunidades II 2002-2006 (PIOM II), a través de un proceso de consulta y participación de todos los sectores de la sociedad.

En este mismo contexto se elaboró el Plan Nacional Contra la Violencia Doméstica y Formas de Convivencia Ciudadana que trata de disminuir la creciente violencia que a diario se vive en la sociedad panameña.

## AMBITO LOCAL:

También se han elaborado Planes Locales en las Comunidades Pilotos de Soná y San Miguelito, que tienen como objetivo el establecimiento de un modelo local de prevención y atención de la violencia intrafamiliar, dejando instalada la capacidad técnica en los sectores de salud, judicial y educación para su ejecución en temas como planeamiento estratégico, evaluación y seguimiento de proyectos sociales de prevención y atención de violencia intrafamiliar para personal directivo, administrativo y operativo de las instancias competentes en esta materia.

Las actividades de desarrollo institucional de la Oficina de la Mujer están orientadas al fortalecimiento y a la consolidación de las Unidades de Enlace. Actualmente hay 14 Unidades de Enlace en los diferentes Centros de Formación, las cuales se encargan de repercutir en las provincias el trabajo de la Oficina de la Mujer.

Las Corregidurías, que se constituyen en la autoridad más cercana en la comunidad, juegan también un papel al ámbito local para las mujeres. Como institución de Policía, tienen una vinculación permanente con los sucesos que se dan en sus áreas de trabajo, es así que a estos Despachos es donde acuden con mayor frecuencia las víctimas de violencia doméstica.

## AMBITO REGIONAL:

Panamá está desarrollando oficinas regionales para asegurar la presencia institucional en zonas alejadas de la capital. En 2004, el Gobierno afirmó su voluntad de promover acciones dirigidas hacia la descentralización y desconcentración de los servicios e informaciones que presta la Dirección Nacional de la Mujer, potenciando redes locales institucionales y promoviendo la instalación de Consejos Regionales de la Mujer en los Municipios.

## GÉNERO Y COOPERACIÓN EUROPEA

El Programa de Igualdad de Oportunidades entre el estado panameño y la Unión Europea tiene un gran impacto. Este programa involucró casi quince millones, nueve de la UE y más de cuatro de los Gobiernos. Es importante destacar también que se ha propuesto en este Programa políticas macroeconómicas que toman en cuenta las necesidades de las mujeres.

El Instituto de la Mujer de la Universidad de Panamá promueve, con el apoyo económico de la Unión Europea, una Maestría en Género y Desarrollo que incorpora dentro del módulo de violencia género, el estudio de la violencia sexual.

En la ciudad de Panamá, el Centro de Apoyo a la Mujer Maltratada (CAMM) operó un refugio temporal para mujeres y niños maltratados financiado por el gobierno y la Unión Europea

## SÍNTESIS:

Los principales retos de gestión en la estrategia de equidad de género en Panamá, es el de mitigar la condición de discriminación y desventajas en lo cultural, socioeconómico, legal e institucionales que impide acceder, en igualdad de condiciones y oportunidades en las diferentes esferas de toma de decisiones.

Los estudios y balances indican que se han dado avances en la institucionalización del enfoque de género en las políticas públicas. Sin embargo, unas graves limitaciones persisten.

Un problema consiste en el centralismo y concentración de los servicios e informaciones en la ciudad capital en detrimento de las poblaciones rurales y del interior. Un objetivo es de elevar el perfil técnico y organizativo de oficinas o enlaces sectoriales gubernamentales de promoción de la igualdad de oportunidades para las mujeres. La política panameña de promoción de las mujeres necesita la implementación de acciones estratégicas locales y la organización de enlaces institucionales regionales.

El Estado debe también desarrollar unas acciones de política pública para estimular la participación de las mujeres en los puestos de dirección y en la política.

### Summary Gender Profile

	Panama				Latin America & the Caribbean		Upper middle income	
	1980	1990	1995	2000	1980	2000	1980	2000
GNP per capita (US\$)	1,620	2,220	2,940	3,920	2,070	3,700	2,900	5,160
Population								
Total (millions)	2.0	2.4	2.6	2.9	356.4	510.0	237.0	321.5
Female (% of total)	49.2	49.3	49.4	49.6	50.0	50.7	50.3	50.7
Life expectancy at birth (years)								
Male	68	70	71	72	62	67	65	70
Female	72	75	76	77	67	74	71	76
Adult illiteracy rate (% of people aged 15+)								
Male	14.4	10.3	8.8	7.5	17.4	10.1	9.9	5.7
Female	15.9	11.6	10.1	8.8	22.8	12.1	15.6	8.8
<b>LABOR FORCE PARTICIPATION</b>								
Total labor force (millions)	1	1	1	1	129	220	94	138
Labor force, female (% of total labor force)	30	32	34	35	28	35	34	37
Unemployment								
Total (% of total labor force)	8.4	16.3	14.0	13.3	..	9.2	..	9
Female (% of female labor force)	13.3	21.6	20.1	17.9	..	10.5	..	8.9
<b>EDUCATION ACCESS AND ATTAINMENT</b>								
Net primary school enrollment rate								
Male	88	91	..	98	..	96	..	93
Female	89	92	..	98	..	94	..	94
Progression to grade 5 (% of cohort)								
Male	74	..	..	88	..	..	..	90
Female	79	..	..	89	..	..	..	92
Primary completion rates (% of relevant age group)								
Male	..	88	..	88	..	86	..	92
Female	..	87	..	85	..	93	..	94

	Panama				Latin America & the Caribbean		Upper middle income	
Youth illiteracy Rate (% of people aged 15-24)								
Male	6.1	4.3	3.5	2.9	10.1	5.2	5.0	2.2
Female	7.6	5.2	4.4	3.7	11.1	4.7	8.1	2.8
<b>HEALTH</b>								
Total fertility rate (births per woman)	3.7	3.0	2.7	2.5	4.1	2.6	3.6	2.5
Contraceptive prevalence (% of women aged 15-49)	62	..	..	..	..	..	..	..
Births attended by health staff	..	..	86	90	..	..	..	..
Maternal mortality ratio (per 100,000 live births)	..	..	..	160	..	193	..	67
Child malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5)	16	6	8	..	..	..	..	..
HIV prevalence rate (% of people aged 15-24)								
Male	..	..	..	1.6	..	0.7	..	0.6
Female	..	..	..	1.4	..	0.3	..	0.3

Note: Data in italics refer to most recent data available within the two years of the year indicated

*Source: The World Bank Group, 2002*

## **ANNEX 5: Environment Profile**

The General Environment Law of 1998 created the National Environment Authority of the Republic of Panama (ANAM) which is organized to assure a decentralized management through its Regional Administrations, procuring the participation of public and private sectors in the environmental management of the country through the Interinstitutional Environmental System and the Environmental Consultative Commissions.

Among the many environmental problems facing the country, one can highlight an increase in poverty, deterioration in quality of life, an increase in water, soil and air pollution, deforestation, soil erosion and degradation, an increase in solid and toxic waste and a loss of biological diversity. Environmental management of this country is fraught with restrictive factors such as institutional weakness, lack of legal instruments, limited civic participation, a low level of environmental awareness and little environmental culture.

Air quality has been affected by several anthropogenic factors such as: deforestation, forest-fires, inappropriate use of agrochemicals, and an increase of car transport and fuel combustion emissions. In addition population growth and its increasing concentration in urban areas have caused a considerable rise in air. It has been estimated that 90% of urban area emissions come from the transportation sector, while the rest comes from fixed sources. Pesticides, sewage, and pollution from the oil industry cause much of the pollution. The nation's fish resources are threatened by water pollution.

High urban development characterizes the Pacific coast, since approximately 80% of the country's population is located in this area. The greatest source of contamination of Panama Bay is due to the discharges of waste waters and solid wastes discharged by the population into the rivers and coasts.

The rainfall sewage system of most of the urban zones in the country does not have the appropriate capacity to receive and transport the water volume caused by heavy rainfall of most of Panama. In addition, there is a lack of maintenance of sewage entries and drainage obstruction. The limitations of coverage of sewage networks in the urban areas have resulted in the proliferation of septic tanks. A lack of maintenance of these tanks also generates problems that contribute to the degradation of the urban environment.

The increase in the demand of goods and services that need abundant water generates important pressure on the availability and quality of this resource. Population concentration and the country's economic activities in the Pacific watersheds influence the deforestation process, the trend of misuse of land and an accelerated erosion and sedimentation and contamination of water sources as well as an alteration of the hydrological regime of watersheds.

93% of the urban areas and 73% of the rural areas have potable water service coverage. However, in many urban sectors water supply comes from concessions granted. The water from concessions goes mainly to agriculture (47.5%), water dwelling (22%), industrial (19.2%), hydroelectric (5.4%), household (4.4%) and tourism (1.5%) purposes.

The government develops environmental policies in order to tackle these problems.

The National Direction for Environmental Quality Protection and the Regional Administrations of ANAM have requested several companies a total of 124 Environmental Management Programs at the national level, as a result of complaints submitted against contamination caused

by waste waters, atmosphere emissions, noise, smells and harmful effects on the population's health, among other causes.

ANAM, jointly with the National Secretariat of Science, Technology and Innovation (SENACYT), has prepared a National Strategic Plan 2003- 2006, that promotes the development of national capacity in science and technology, and research and disclosure of information related to biodiversity.

The Ministry of Education has played a fundamental role in the application of first level environmental education learning guides, for first to sixth grades, and the maritime book in the country's public schools. This education effort has been supported by ANAM with its publications and by providing training for 1,713 teachers on the content of these guides.

Trainings on bio diversity issues provided by ANAM have been reinforced through the implementation of different instruments such as: the Environmental Education Strategy for the Mesoamerican Biological Corridor of the Panama Atlantic Coast; the formulation of the Formal Environmental Education Strategy in 2003, in coordination with the Ministry of Education, the elaboration of the Non-Formal Environmental Education Strategic Plan.

Decentralization is another component of this policy and it is accompanied by a deconcentration process in where the local governments, grass root organizations and entrepreneurs, among others will receive the faculties to participate in the management and use of natural and plantation forests as well as in other activities that are linked to the forestry sector. As a compliment to this objective, territorial reordering (zoning) will be propitiated according to the country level.

Significant legal progress was made during the period from 1999 to 2004, specifically regarding the evaluation of Environmental Impact Studies.

**ANNEXE 6 : Secteur maritime. Profil du Panama****Flotte marchande**

<b>Tonnage</b> flotte marchande (dwt) (armateurs/compagnies du pays):	15,4 millions de tonnes en 2005 (-11% par rapport à 2004) <b>% flotte mondiale (résidents): 2%</b>
<b>Tonnage</b> flotte marchande battant <b>pavillon</b> du pays (dwt): (pourcentage sur la flotte totale)	195,2 millions de tonnes en 2005 (+4% par rapport à 2004) 1 <sup>ère</sup> flotte mondiale par pavillon <b>% flotte mondiale : 22%</b>
<b>Nombre de navires</b> (de 500 tonnes GT et plus) et age moyen	667 (25 ans en moyenne)
Nombre de navires <b>battant pavillon du pays</b> : (de 500 tonnes GT et plus) et age moyen	5,472 (17 ans en moyenne)
<b>Paris MoU, liste</b> (blanche/grise/noire) : (nombre de détentions/nombre d'inspections)	Liste noire 462 détentions/5,954 inspections (8%)
Nombre de <b>navires en commande</b> /construction (et type) : (prochaines 5 années)	+64
Nombre de <b>navires éliminés</b> (démolis/perdus) de la flotte : (5 dernières années)	-184

**Drapeau(x) et caractéristiques** Pavillon Panama (5,472 navires enregistrés)**Types de navires flotte, armateurs pays (données 2005)**

<b>Type de navire</b>	<b>Nombre de navires</b>
Tankers	129
Bulk carriers	165
General cargo	233
Containerships	6
Passagers/Ro-ro	65
Autres	69

**Equipages, nombre de marins**

<b>Ressortissants du pays (offre de marins)</b>	-
Officiers	-
Matelots ( <i>ratings</i> )	-
<b>Marins employés dans la flotte sous pavillon</b> du pays (côté demande)	<b>109.000</b>
Officiers	49.000
Matelots ( <i>ratings</i> )	60.000
<b>Marins employés dans la flotte armateurs pays</b> (demande)	<b>13.500</b>
Officiers	6.100
Matelots ( <i>ratings</i> )	7.400
Nombre et proportion de <b>marins pays tiers</b> et principale origine (flotte totale):	- -
<b>Nombre et localisation des écoles maritimes</b> (officiers) promotions/an, évolution-tendance	n.d.
<b>Nombre d'académies, localisation</b> (matelots) promotions/an, évolution-tendance	n.d.

**Ports marchands** : Nombre total de ports marchands dans le pays: 23

Principaux Ports marchands	Tonnage total	Trafic de conteneurs	Hydrocarbures	Passagers
Cristóbal	600.000 tonnes	66.000 TEU	-	-
Colón	380.000 tonnes	41.000 TEU	-	-
Balboa	119.000 tonnes	17.000 TEU	-	-
La Palma	51.000 tonnes			-
Charco Azul	-	-	Oil terminal	-
Taboguilla Island Terminal	-	-	Fuel storage	-

**Principales compagnies maritimes**

Compagnie	Secteur(s)	Tonnage flotte	Nombre de navires	Rang mondial dans secteur
Avin International (résidence Grèce)	Tankers	-	24	-
Carnival Corp. (résidence USA)	Croisières	-	20	-
Golden Union Shipping (résidence Grèce)	Bulk carriers	-	14	-
-El Salam Maritime Transport (résidence Egypte)	Passagers/ro-ro/cargo	-	14	-
Seabulk Shipping (résidence Grèce)	Cement carriers	-	9	-
Diana Shipping Services (résidence Grèce)	Bulk carriers	-	7	-
Elmar Shipping (résidence Grèce)	Bulk carriers, general cargo	-	7	-
Enesel (résidence Grèce)	Bulk carriers, tankers	-	7	-
Hellenic Star Shipping (résidence Grèce)	Bulk carriers	-	7	-
Common Progress (résidence Grèce)	Bulk carriers	-	5	-
Marítima de Panamá, S.A.	Tankers	-	4	-

*Un grand nombre de compagnies maritimes du Panama sont des « one-ship companies ».*

### **Ratification Conventions internationales (OMI, OIT)**

*Nombre total de conventions OMI ratifiées par le Panama: 23*

<b>Conventions OMI les plus importantes</b>	<b>Ratifications faites</b>
<b>SOLAS</b> Convention 74	X
SOLAS Protocole 78	X
SOLAS Protocole 88	-
<b>STCW</b> Convention 78	X
STCW-F Convention 95	-
<b>MARPOL</b> 73/78 (Annexe I/II)	X
MARPOL 73/78 Annexe III	X
MARPOL 73/78 Annexe IV	X
MARPOL 73/78 Annexe V	X
MARPOL Protocole 97 (Annexe VI)	X
<b>FIPOL</b> : CLC Protocole 92	X
FIPOL : FUND Protocole 92	X
<b>PAL</b> Protocole 02	-
<b>LLMC</b> Convention 76	-
LLMC Protocole 96	-
<b>SUA</b> Convention 88	X
SUA Protocole 88	X
<b>FAL</b> : Facilitation Convention 65	-

*Nombre total de conventions OIT ratifiées par le Panama: 74*

<b>Conventions OIT les plus importantes</b>	<b>Ratifications faites</b>
C 55 - Responsabilités armateurs, 1936	X
C 108 – Documents d’identité, 1958	X
C 138 – Age minimum marins, 1973	X
C 147 – Normes minima, 1976	-
C 164 – Protection de la santé, 1987	-
C 165 – Sécurité sociale, 1987	-
C 166 – Rapatriement, 1987	-
C 178 – Inspection du travail, 1996	-
C 179 – Recrutement, 1996	-
C 180 – Durée de travail et effectifs, 1996	-

### **Autres secteurs dans le cluster maritime (caractéristiques) ou domaines d’intérêt**

*A part le registre et pavillon panaméen, le Canal de Panama a une importance capitale pour l’économie nationale, qui est surtout centrée dans le secteur des services. Le Canal, de 82 km de long, compte avec un transit de 13.000 navires par an, ce qui équivaut à près de 200 millions de tonnes de marchandises.*

**Principales nouvelles maritimes derniers trimestres (source : Vademecum Maritime)**

- Panama Canal tolls may quadruple; canal's tolls may have to increase nearly four-fold to fund its planned expansion, move that could reduce its competitiveness (LR-F, 13.7.05)
- Alemán keeps top Panama Canal role; the Panama government opts for stability during a crucial phase for the Canal authority, leaves Alemán for another seven years (LL, 18.8.05)
- Panama rate hikes boost Suez; Panama Canal Authority's controversial boxship rate hikes prompt carriers to reassess viability of routes from Asia to US via Suez (LR-F, 4.5.05)
- Container lines in campaign to scale back Panama Canal transit fee increase; industry groups aim to deflect impact, as ICS claims potential 69% price increase (LL, 7.1.05)
- Panama Canal raises toll fees by 58%; Canal Authority announces increase in passage fees from \$34/container to \$54 from 1 May, despite foreign protests (Sources Say, 17.2.05)
- The Panama Canal posts best safety record; the Panama Canal Authority beats its previous safety record, with only ten accidents for FY 2004 (LR-F, 19.10.04)
- Rumsfeld looks at Panama Canal security; US Secretary of Defence meets with President Torrijos about initiatives to protect waterway (LL, 16.11.04)
- Panama unveils new pricing system; the Panama Canal Authority to revamp its pricing system for full container ships and other vessels with on-deck capacity (LR-F, 7.12.04)
- Panama flag faces wave of defections in ISPS row; Japanese owners consider moving away after many ships failed to meet July 1 code deadline (LL, 20.7.04)
- Panama president-elect Martin Torrijos designates his second vice president , Ruben Arosemena, as Panama Maritime Authority administrator (LR-F, 16.8.04)
- Canal's fate rests with new Panama president; Martin Torrijos will oversee decision on whether to forge ahead with a billion-dollar expansion of the Panama Canal (LL, 4.5.04)
- The Panama Canal prepares its enlargement in order to adapt to the boom in the world maritime traffic; Europeans well placed to win a \$10M work contract (Le Monde, 5.5.04)
- Lane closures threaten Panama Canal delays; Panama Canal Authority warns ship owners to prepare for delays due to a series of lane closures planned for the summer (LL, 14.6.04)
- Panama ports to join CSI; Panama's ports of Manzanillo, Colon, Balboa and Cristóbal prepare to join the US Container Security Initiative (LR-F, 23.1.04)

## **ANEXO 7: Cooperación internacional con Panamá**

### **➤ La cooperación del Sistema de las Naciones Unidas.**

El sistema de las Naciones Unidas en Panamá está constituido por las siguientes agencias que forman su Grupo de Coordinación: CEPAL, UNIFEM, FAO, OPS, OIT, UNESCO, PMA, PNUD, UNICEF, ONUDI, UNFPA, CINUP. Las siguientes son las áreas de cooperación que identifica el Sistema de las Naciones Unidas en Panamá<sup>1</sup> para el periodo 2002-2006.

- Protección del derecho a la vida: La condición básica de la existencia
- Protección de los derechos económicos, sociales y culturales: Las condiciones básicas del bienestar.
- Protección de los derechos civiles y políticos: Las condiciones básicas de convivencia.
- Atención Humanitaria.

El trabajo del SNU se articula sobre los siguientes compromisos:

- **Compromiso contra la pobreza:** El SNU ofrece su apoyo con estrategias específicas para lograr superar la pobreza rural no indígena, la pobreza urbana y la pobreza indígena, al igual que para facilitar el diseño de una política dirigida a mejorar la distribución del ingreso en Panamá y la elaboración de un conjunto de indicadores que permitan hacer un buen seguimiento de su evolución.
- **Compromiso por la gobernabilidad:** El SNU ofrece su apoyo para facilitar que el país continúe con la implantación de una estructura gubernamental más moderna, eficaz y eficiente; promover la transparencia y la rendición de cuentas de la gestión pública y contribuir al avance de la descentralización.
- **Compromiso por el crecimiento económico:** Para la recuperación del crecimiento económico es necesario avanzar en la garantía de derechos para toda la población, incluida una mejoría sustancial en la distribución del ingreso, una mejor incorporación de los trabajadores asalariados al empleo y un mayor acceso de los pequeños empresarios a los recursos productivos urbanos y rurales. Se requiere también una mejor integración de los sectores más modernos y dinámicos con las actividades industriales urbanas y agrícolas rurales.

El Sistema de las Naciones Unidas se encuentra actualmente preparando su evaluación conjunta de país<sup>2</sup> que se concluirá a mediados de 2005. Con este documento, las agencias podrán iniciar la elaboración de su marco de cooperación para el periodo 2007-2013, coincidiendo con el periodo de la UE.

En los últimos años, las agencias del SNU funcionaron con sus presupuestos mínimos de operación prestando asistencia técnica en sus ámbitos de competencia. En el cuadro siguiente se indican los montos disponibles de cooperación por agencia. En el caso del PNUD, debe aclararse que dentro de sus montos de cooperación se incluye la administración de proyectos del BID y del Banco Mundial, ya contabilizados en esos organismos y los fondos que canalizan y administran y provienen del Estado panameño.

---

<sup>1</sup> Tomado de: Sistema de las Naciones Unidas en Panamá. *Derechos y desarrollo humano. Marco de cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo de Panamá 2002-2006*. Panamá, SNU, 2002.

<sup>2</sup> Country Common Assesment (CCA).

## Recursos de las agencias del SNU 2004-2006 (en milies de US\$)

Agencia	2004	2005	2006
Centro de Información de las Naciones Unidas en Panamá (CINUP)	60,0	60,0	60,0
Organización de las Naciones Unidas para la agricultura y la Alimentación (FAO)	450,0	450,0	450,0
Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)	114.500,0	120.176,0	116.600,0
Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF)	700,0	1.000,0	950,0
Fondo de las Naciones Unidas para Actividades de Población (FNUAP)	300,5	300,5	300,5
Alto Comisionado de las Naciones Unidas para Refugiados (ACNUR)	575,0	575,0	Nd

Fuente: PNUD. Informe de Desarrollo Humano 2002. Panamá, PNUD, 2003. Página 73. Noticias de ACNUR, abril de 2004.

Nota: No hay datos disponibles para CEPAL, OCHA, OPS/OMS, OIT, ONUDI, PMA, UNESCO y UNIFEM, también presentes en el país.

### ➤ Banco Mundial

El Banco Mundial desarrolla actividades con una cartera que alcanza cerca de 300 millones de dólares de los EEUU. Desde principios de la década de 1990 el Banco Mundial ha apoyado los esfuerzos de reforma normativa y reducción de la deuda del país. Entre los principales sectores de intervención figuran la sanidad, la educación, el transporte, la administración de las tierras y los recursos naturales.

#### Proyectos del Banco Mundial vigentes en Panamá

Nombre del proyecto	Fecha de aprobación	Monto
Asistencia de la reforma de las políticas públicas	31.07.2001	10,5
Proyecto de administración de tierras	16.01.2001	47,9
Educación básica	07.09.2000	35,0
San Lorenzo: Protección efectiva con participación comunal	18.06.1998	4,3
Proyecto piloto de reforma al sector salud	16.07.1998	Nd.
Corredor Biológico centroamericano	23.06.1998	Nd.

Fuente: Banco Mundial, 2005.

### ➤ El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA)

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) ejecuta actualmente tres proyectos de desarrollo en Panamá. Los tres dirigidas al combate de la pobreza rural mediante acciones focalizadas en el incremento de los ingresos de los más pobres y la diversificación de su economía. El FIDA trabaja en las áreas donde las asimetrías estructurales de la sociedad panameña son más evidentes, notablemente en la comarca Ngöbe-Buglé, donde inicia actualmente un proyecto cuya ejecución coincidirá con el proyecto SOLEDUSA y cuyos componentes son complementarios con este.

## Proyectos de desarrollo con fondos del FIDA en Panamá

Nombre del proyecto	Fecha aprobación	Fecha finalización	Monto
<b>Finalizados</b>			
Crédito agrícola	17.12.1981	31.07.1986	8,5
Desarrollo rural en comunidades guaymíes	13.12.1983	31.07.1989	9,7
Crédito agrícola II	05.12.1985	30.06.1997	6,0
Desarrollo rural en comunidades ngöbe	07.04.1993	31.03.2003	7,9
<b>En curso</b>			
Desarrollo sostenible y protección ambiental Darién	14.09.1995	30.11.2004	7,9
Desarrollo sostenible en Coclé, Colón y Panamá oeste	04.12.1997	30.06.2004	12,2
Desarrollo rural sostenible en Ngöbe.Buglé	06.12.2001	30.09.2011	25,0

Fuente: FIDA, 2004.

Entre los proyectos en curso, Coclé, Colón y Panamá oeste continuará durante cerca de 24 meses hasta 2006 debido a un sustancial atraso en su ejecución que obligará a reprogramarlo; Darién mantendrá operaciones durante un periodo similar para la ejecución por agentes locales de un programa de comercialización cuyo financiamiento proviene de un remanente no ejecutado. La experiencia del FIDA es significativa en la lucha contra la pobreza rural. No obstante, de su experiencia resalta la inexistencia de un entorno institucional dirigido a ese fin y la falta de políticas que superen el asistencialismo. Para el FIDA, los procesos que deben emprenderse se sitúan en un ámbito temporal de cerca de una década por lo menos. Es decir, superando la coyuntura de un quinquenio de gobierno y deben dirigirse a pueblos indígenas y negros incluyendo acciones en turismo sostenible, cultura, ambiente y becas de estudio.

### ➤ **La Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO)**

La FAO mantiene un limitado programa de cooperación técnica con la república de Panamá con los siguientes proyectos, todos en áreas rurales:

- Apoyo a la preparación y puesta en marcha del Programa de Manejo Sostenible de las Áreas Rurales de la Cuenca Hidrográfica del Canal de Panamá. Año 2004 con un monto de 70.760US\$.
- Asistencia especial para la contratación inmediata de expertos nacionales. Periodo 2002–2004 con un monto de 12.300 US\$.
- Multiplicación Asistida del Rebaño Caprino para el periodo 2003-2005 y con un monto de 303.000 US\$.
- Mejoramiento de prácticas post-cosecha del producto pesquero del embalse la Yeguada para los años entre 2004 y 2005 y un costo de 7.000 US\$.

Aunque pequeños en relación con la magnitud de los problemas del agro panameño y la profundidad de su pobreza rural, los proyectos de la FAO constituyen experiencias de valor al momento de diseñar programas específicos.

### ➤ **El Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD)**

El PNUD trabaja fundamentalmente en asistencia al desarrollo y administración de programas de las instituciones financieras internacionales como el Banco Mundial. En Panamá, su intervención directa y específica es limitada pero incide sobre temáticas relevantes para la reducción de la pobreza, tanto en el nivel de la experiencia en zonas de exclusión social como de la preparación de instrumentos técnicos necesarios para las políticas de Estado.

### Programas y proyectos del PNUD en Panamá<sup>3</sup>

Nombre	Objetivo principal	Beneficiarios	Financiamiento	Región
Desarrollo Rural de las Comunidades Marginadas (MIDA)	Incrementar la disponibilidad de alimentos de manera sostenida y permanente con el uso de tecnologías apropiadas.	Comunidades rurales marginadas	PNUD	Panamá, República de Panamá.
Desarrollo Rural Sostenible del Darién (MIDA)	Mejorar los sistemas productivos a través de la extensión agrícola de técnicas sostenibles, formación de estructuras organizativas para la producción, comercialización, gestión participativa de recursos financieros, incorporación de la mujer en la producción y el manejo de recursos naturales.	Provincia de Darién	Presupuesto Total y otras Agencias Participantes FIDA-Gobierno - PNUD	Panamá, República de Panamá
Apoyo a la Unidad de Análisis Cartográfico En Panamá (MIDA)	Fortalecer la capacidad para monitorear las condiciones de seguridad alimentaria mediante la instalación de una Unidad de Análisis Cartográfico.	República de Panamá	Gobierno con participación del PNUD	República de Panamá
Indicadores de Vivienda, de Desarrollo y de Medio Ambiente Urbano CNUAH (HABITAT)-ALC	Contribuir en el seguimiento de las inversiones públicas y privadas en el sector vivienda, desarrollo urbano y medio ambiente en la República de Panamá.	República de Panamá	SPPD y los Costos Compartido del Marco de Cooperación	República de Panamá
Comunidades Sostenibles	Erradicar la pobreza a través de la capacitación de autogestión en actividades productivas en tres distritos: Portobelo, La Pintada y Soná.	Distritos: Portobelo, La Pintada y Soná	Presupuesto Total y PNUD	Distritos: Portobelo, La Pintada y Soná

Fuente: PNUD, 2004.

#### ➤ El Banco Interamericano de Desarrollo

El Banco Interamericano de Desarrollo (BID) es el principal socio financiero de Panamá, con una cartera de préstamos que aumentó considerablemente en la década de 1990. Entre 1996 y 1998 el BID aprobó 16 préstamos por un valor promedio superior a 250 millones de USD anuales. En 1999 se aprobaron otros dos préstamos de 65 millones de USD. Entre 2000 y 2003, el BID aprobó 11 proyectos más por casi 300 millones de US\$. El Banco se ha mostrado activo en todos los ámbitos, incluidos los de energía, transporte, infraestructura básica, vivienda, agricultura, sanidad, educación, finanzas, justicia, turismo y medio ambiente.

<sup>3</sup> Los proyectos enunciados en el cuadro están vigentes y constituyen las intervenciones más relevantes de esa agencia. Sus registros de datos no incluyen los montos de inversión.

### Préstamos aprobados por el Banco Interamericano de Desarrollo para Panamá

Fecha de aprobación	NOMBRE DEL PROYECTO	Monto (millones de dólares de los EEUU)
12 2003	Desarrollo municipal y apoyo a la descentralización	7,8
09 2003	Renovación urbana y reducción de la pobreza en Colón	8,5
07 2003	Mejoramiento del corredor pacífico del PPP	37,0
12 2002	Programa multifase de desarrollo sostenible de Bocas del Toro	27,0
11 2002	Fortalecimiento y modernización de la gestión económica y fiscal	10,0
10 2002	Administración y regularización de tierras	27,0
06 2002	Apoyo a la competitividad	10,0
05 2002	Sistema de formación y empleo en Panamá	8,4
09 2001	Transformación institucional del sector salud	98,0
10 2000	Implementación de un centro de ciencia, tecnología e innovación	3,3
05 2000	Proyecto energético la Chorrera (sector privado)	61,8
11 1999	Reducción de la pobreza y desarrollo comunitario	48,8
11 1999	Programa nacional de ambiente	15,8
12 1998	Programa de desarrollo sostenible de Darién	70,4
10 1998	Programa de apoyo al sector turismo	2,5
07 1998	Administración de carreteras y rehabilitación de caminos locales	156,0
07 1998	Expansión del sistema de transmisión eléctrica	79,0
06 1998	Apoyo a la competitividad	14,2
04 1998	Mejoramiento del sistema de justicia	18,9
12 1997	Sector financiero	10,1
07 1997	Agua y saneamiento	45,0
06 1997	Desarrollo de la educación	Nd.
04 1997	Modernización económica y administración fiscal	11,2
11 1996	Reforma al sector de infraestructura básica	123,3
04 1996	Programa de vivienda	41,7
03 1996	Modernización de los servicios agrícolas	33,6
03 1996	Modernización de la legislación	2,8
12 1995	Reducción de la deuda externa y del servicio de la deuda	30,0
12 1994	Programa de inversión social	30,0
12 1993	Reforma del sistema de atención de salud	42,0
08 1993	Estudios de la región interoceánica	8,4
09 1993	Rehabilitación de la red vial	180,0
03 2004	Disposición de aguas servidas en Panamá	1,5
12 2002	Apoyo al desarrollo de habilidades para el trabajo	1,4
06 2001	Tecnología para negocios	Nd.
12 2000	Instrumentos para la administración ambiental	1,2
11 2000	Desarrollo de la cuenca del canal	1,0
11 2000	Apoyo a la privatización de la región interoceánica	Nd.
12 1998	Fortalecimiento del sistema anti-monopolio	0,4
11 1998	Estrategia y plan de negocios para la Ciudad del Saber	Nd.
07 1998	Programa de desarrollo sostenible de Darién	Nd.
12 1997	Fortalecimiento de la comisión de seguridad	Nd.
10 1997	Proyecto piloto para un sistema de empleo y capacitación en base a demanda	2,7
01 1997	Servicios de apoyo a los agronegocios	Nd.

09 1996	Desarrollo de áreas revertidas con participación del sector privado	Nd.
02 1996	Prefactibilidad del proyecto geotérmico del Valle de Antón	1,4
05 1995	CACPYMER and FUNDES	Nd.

El BID cubre casi la totalidad de las áreas de desarrollo relevantes en Panamá. Su papel en el fortalecimiento de las funciones institucionales es de gran importancia y actualmente colabora con un plan piloto de apoyo a la gestión municipal en el manejo administrativo. Destaca también su proyecto para el fortalecimiento y modernización de la gestión económica y fiscal, de gran relevancia ahora que se han iniciado las reformas en la estructura fiscal. También debe resaltarse su apoyo al proceso de regularización de tierras que se complementa con los esfuerzos del Banco Mundial, incidiendo directamente la seguridad jurídica de la tierra, uno de los grandes obstáculos para el desarrollo nacional y los derechos territoriales indígenas. El universo plural de la intervención del BID establece la necesidad de una estrecha coordinación con esta institución en el momento de emprender acciones de cooperación específicas.

#### ➤ **La Agencia de Cooperación Internacional del Japón (JICA)**

Dentro del ámbito de la cooperación que recibe Panamá para su desarrollo, la que ofrece el gobierno de Japón es considerada de importancia. Esta se canaliza principalmente a través de la Agencia de Cooperación Internacional del Japón (JICA) que es responsable de los estudios y la ejecución de la ayuda externa y constituye una parte importante de la Asistencia Oficial para el Desarrollo de Japón. En Panamá, la agencia fue establecida en 1988. Las áreas de cooperación prioritarias, definidas de común acuerdo con el gobierno, son las siguientes:

- Disminución de la pobreza y las disparidades regionales. Bajo el objetivo de elevar la capacidad económica de la población pobre se lleva a cabo un proyecto de mejoramiento del ingreso de la población pobre con actividades de apoyo a la pesca artesanal, la artesanía y la agricultura, entre otras. Bajo el objetivo de mejorar los servicios públicos básicos, un proyecto de mejoramiento de la atención primaria de salud.
- Apoyo al crecimiento económico sustentable. En este campo, en el objetivo de fomento de las industrias con alta competitividad internacional, se ejecuta un programa de fortalecimiento de la industria que un apoyo en tecnología de la información coordinado con SENACYT, entre otras instituciones.
- Conservación del medio ambiente. En esta área, la JICA ejecuta tres programas: conservación del medio ambiente natural, reducción de la contaminación del agua y control de desechos sólidos.
- Fortalecimiento de las actividades del canal y las áreas revertidas. En este ámbito, se lleva a cabo un programa de apoyo al canal, puertos y áreas revertidas mediante asistencia técnica para el manejo y administración de puertos.
- Cooperación regional en prevención de desastres naturales. En esta área, existe un programa centroamericano de disminución de desastres naturales.

La cooperación japonesa trabaja bajo la modalidad de proyectos, estudios para el desarrollo y cooperación financiera no reembolsable. Hasta marzo de 2002, su magnitud, desde 1988, era de 192,4 millones de dólares estadounidenses, lo que informa de su importancia.

#### **Cooperación de la JICA hacia Panamá (Acumulada hasta marzo de 2002)**

<b>Programa</b>	<b>Monto (miles de US\$)</b>
Becarios	22.682
Expertos	53.194
Equipo	34.551
Voluntarios jóvenes	24.525
Voluntarios senior	2.546
Misiones	53.182
Otros	1.747
<b>Total</b>	<b>192.427</b>

Fuente: JICA, 2004.

➤ **Agencia de los Estados Unidos de América para el Desarrollo Internacional (USAID)**

La USAID trabaja en estrecha cooperación con organizaciones voluntarias privadas, organizaciones locales, universidades, empresas privadas, organismos internacionales, otros gobiernos y otros organismos gubernamentales de los Estados Unidos. En Panamá, la USAID ha mantenido una larga presencia como agencia de cooperación, aunque actualmente su actividad es limitada. Su programa actual de país cubre el periodo 2004-2008 y tiene un monto asignado de 49 millones de US\$ en dos grandes programas:

- **Gobernando con justicia.** Este programa pretende una gobernabilidad más responsable y transparente. Sus resultados intermedios esperados son el fortalecimiento del Estado de Derecho y la mayor transparencia de las acciones gubernamentales. El monto asignado a este programa es US\$ 19.000.000,00. Este programa continúa acciones anteriores en el ámbito de la justicia cuyo éxito fue limitado en gran parte debido a la resistencia del sistema judicial. Según USAID, la organización del sistema judicial panameño es compleja, involucra numerosos actores y adolece de problemas. La corrupción es aceptada por parte del sector privado como un costo de negocios. Los inversionistas foráneos perciben el sistema legal como si funcionara a favor de los nacionales. El sistema judicial es lento y difícil, además está estancado por la cantidad de casos comerciales y civiles que acumula. Adicionalmente, la influencia corruptora del narcotráfico debilita las instituciones locales, distorsiona la economía y desalienta las inversiones legítimas. De allí la importancia de acciones en este sector.
- **Libertad económica: Economías abiertas y diversificadas en expansión.** Este programa tiene como resultados intermedios los siguientes: Leyes, políticas y regulaciones que promuevan el comercio y la inversión; empresas privadas más competitivas y orientadas al mercado; acceso más amplio a los servicios financieros; Mejoramiento de la gestión y conservación de cuencas críticas. El monto de este programa es US\$ 32.250.000,00.

Adicionalmente, USAID destina US\$ 2.250.000,00 para incrementar la capacidad del país en comercio. USAID también financia un programa de menor magnitud (Invirtiendo en la gente: Personas más saludables y educadas) al mejoramiento de las inversiones del sector social, el incremento del acceso y mejoramiento de la calidad de la educación básica, el incremento en el uso de los servicios de salud reproductiva y cuidados materno-infantil y la contención del SIDA y otras enfermedades infecciosas.

Además aún continúan actividades del periodo anterior que no han finalizado como es el proyecto de desarrollo comunitario en la región del Darién, que sirve como zona de protección contra los efectos de la violencia y las actividades del narcotráfico. La USAID aporta al proyecto 5 millones de dólares, en colaboración con ACDI/VOCA. El principal asociado para el proyecto en Panamá es la Fundación Pro Niños del Darién. El proyecto complementa un préstamo de 80 millones de dólares del Banco Interamericano de Desarrollo (BID) para la construcción de carreteras y el desarrollo comunitario. USAID además considera la extensión de su programa de gestión de cuencas a todo el país. Anteriormente se limitaba a la cuenca del canal.

## Resumen

Sector	BID	BM	SNU	UE	España	USAID
Infraestructura	Mejoramiento corredor PPP: 37,0					
Economía	Apoyo competitividad 10,0 Formación y empleo 8,4			Tecnoparque: 10,0		Libertad económica: 32,25 Comercio: 2,25
Salud	Transformación sector: 98,0	Reforma sector: Nd.				
Educación		Educación básica: 35,0				
Ambiente		Corredor biológico CA: Nd.			Manejo de desechos sólidos: Nd Conservación y turismo: 0,55	
Agrario	Regularización de tierras 27,0	Administración tierras: 47,9				
Indígenas				SOLEDUSA: 11,0 Producción agrícola comarca ngöbe: 0,9	Derecho indígena: 0,2 Conservación y turismo: 0,55	
Refugiados			ACNUR: 0,57			
Derechos humanos				Programa plurianual: 0,8		
Desarrollo rural, agropecuario y forestal	Desarrollo Bocas del Toro: 27,0		FAO: 0,45/año FIDA Darién: 7,9 FIDA Coclé: 12,2 FIDA ngöbe: 25,0 PNUD Des. Rural marginal: Nd PNUD D. Rural Darién: Nd. PNUD Monitoreo de Seg. Alimentaria PNUD Comunidades sostenibles: Nd	SOLEDUSA Producción agrícola comarca ngöbe: 0,9	Agricultura urbana y periurbana: Nd	Desarrollo comunitario en Darién: 5,0

Sector	BID	BM	SNU	UE	España	USAID
Modernización y Descentralización	Desarrollo Municipal: 7,8 Modernización gestión fiscal: 10,0	Asistencia reformas: 10,5 San Lorenzo; 4,3			Gestión municipal: Nd Capacitación municipal Nd	
Desarrollo urbano	Renovación urbana Colón: 8,5		PNUD: Indicadores Nd			
Justicia				Sistema penitenciario: 5,0 Modernización sector: 8,4	Derecho indígena: 0,2	Gobernando con justicia: 19,0
Turismo					Microempresas: Nd Portobelo: Nd Conservación y turismo: 0,55	

Puede observarse que algunas áreas de cooperación como el desarrollo rural, agropecuario y forestal, presentan un espectro mayor de intervenciones. No obstante, aparte del FIDA, la UE y el BID ubicados en regiones específicas y contiguas, no parece haber grandes posibilidades de impacto. Aún con intervenciones de esa magnitud, los resultados podrían ser irrelevantes a largo plazo si estas intervenciones no se enmarcan en políticas sectoriales. El Ministerio de Desarrollo Agropecuario ha formulado una propuesta de política que puede ser la base para lineamientos de largo plazo. Sin embargo, esta no es oficial y arriesga problemas de legitimación al no ser ni étnica ni genéricamente sensible. Estas intervenciones a nivel sectorial (economía de las áreas rurales) son de relevancia considerando las características ya descritas del campo panameño. Se complementan con los procesos de administración de tierras que financian tanto el BM como el BID. Este es un tema de medular relevancia si se visualiza desde el punto de vista de la gestión multicultural de tierras y territorios<sup>4</sup>. Desde esa óptica, puede lucharse contra la pobreza y las exclusiones impulsando, bajo una perspectiva de ordenamiento territorial, nuevas actividades económicas que generen desarrollo con equidad donde no lo hay.

Destaca también que, a pesar de los problemas, persiste una voluntad de mejorar el sistema de administración de justicia (AECI, USAID, UE). Aparte de la experiencia española que está generando bases para el reconocimiento y promoción del derecho indígena, las otras operaciones se desenvuelven en un ambiente de alta resistencia al cambio.

La cooperación internacional también ha seleccionado un sector estratégico y de medular importancia para el desarrollo nacional: la modernización del Estado y la descentralización de la gestión pública. Los resultados son evaluados, hasta ahora, como positivos. La experiencia de AECI-DEMUCA, el BM y el BID indica claramente que existe interés y voluntad a todos los niveles. No obstante, los gobiernos locales

<sup>4</sup> El documento Orientations de l'UE visant à soutenir l'élaboration de la politique foncière et les processus de réforme de cette politique dans les pays en développement. [SEC(2004) 1289]. Bruselas, CE, 2004. contiene los lineamientos de una posible cooperación en este ámbito.

aún no cuentan con mecanismos que les permitan disponer de fondos para invertir en el desarrollo de sus comunidades. El proceso de reforma fiscal iniciado con la ley recientemente aprobada puede ser el inicio de una secuencia de cambios que podrá incrementar el impacto de intervenir en ese sector.

**Estimación de fondos de crédito externo que se ejecutan por año (en miles de dólares de los EEUU)**

<b>Agencia</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>
Banco Mundial	11.988	12.582	12.208
Banco Interamericano de Desarrollo	30.228	31.726	30.782
<b>Total</b>	<b>42.216</b>	<b>44.309</b>	<b>42.990</b>

Fuente: PNUD. Informe de Desarrollo Humano 2002. Panamá, PNUD, 2003. Página 73.

Nota: Estos montos no significan créditos nuevos sino desembolsos de créditos aprobados. En el caso del BM, el último se aprobó en 2001.

## **ANEXO 8: Cooperación de los Estados Miembros de la UE**

Ninguno de los Estados miembros de la UE considera Panamá un país prioritario en términos de ayuda y sólo España mantiene con dicho país un importante programa de cooperación bilateral. Francia desarrolla algunas actividades científicas y culturales, Alemania mantiene asistencia técnica en gestión de riesgos ambientales.

La cooperación española con Panamá es la más importante.

### **Programas de la V Comisión Mixta Hispana-Panameña**

- 1) Programas financiados por el Fondo mixto hispano-panameño
  - a) Programa de modernización institucional y reforma del Estado
    - proyecto de fortalecimiento y modernización del sistema de administración de justicia
    - proyecto de mejora de la seguridad ciudadana
    - proyecto de fortalecimiento de la capacidad de gestión de la administración pública
    - proyecto de actuación integral para víctimas de violencia de género
    - proyecto de fortalecimiento de los gobiernos locales
  - b) Programa indígena
    - proyecto de educación bilingüe intercultural en Kuna Yala
    - proyecto de promoción de la salud en Kuna Yala
    - proyecto de gestión ambiental de la comarca de Kuna Yala
    - proyecto de apoyo al plan nacional de desarrollo de los pueblos indígenas de Panamá
  - c) Programa de apoyo al menor en riesgo social
    - proyecto de mejora de la intervención con menores en riesgo social y adolescentes en conflicto con la ley
    - proyecto de discapacitados
  - d) Programa de apoyo al desarrollo del sector rural y pesquero
    - proyecto de seguridad alimentaria
    - proyecto establecimiento de una red de intercambio de semillas
    - proyecto de apoyo a la agroindustria rural, la pesca artesanal y mejora de los procesos de comercialización
    - proyecto de desarrollo integral de la costa debajo de Colón
- 2) Programas financiados por íntegramente por la Agencia Española de Cooperación Internacional (AECI)
  - a) Programa de preservación del patrimonio
    - proyecto de conservación de Panamá viejo
    - proyecto de escuela taller de Colón
    - proyecto de escuela taller de Panamá
  - b) Programa de cooperación regional con Centroamérica
    - proyecto de mejora del sistema educativo
    - proyecto de formación ocupacional e inserción laboral
  - c) Fondo para la concesión de microcréditos
    - programa de microfinanzas para Panamá
  - d) Programa de becas
    - programa de becas MAEC-AECI
    - programa de cooperación interuniversitaria
    - programa de becas de la Fundación Carolina

- programa de formación dirigido a funcionarios públicos
- programa de cursos y talleres en los centros iberoamericanos de formación de la AECI

### Programas y proyectos de la AECI en Panamá

Nombre de proyecto y/o programa	Región	Beneficiarios	Fuente de financiamiento	Monto (\$US)
1. Derecho Indígena, Defensa Legal y Fortalecimiento Organizativo de Los Congresos Generales de los Pueblos Indígenas de Panamá	Panamá, República de Panamá.	Siete Pueblos Indígenas de Panamá (Ngobe-Bugle, Kuna, Emberá-Wounaan, Bri-Bri, Naso)	-Agencia Española de Cooperación Internacional. -Ministerio de Comercio y Finanzas. -Fondo de Inversión Social.	\$200,000.00
2. Conservación de los Recursos Naturales por medio de un Plan Estratégico de Desarrollo de turismo ecológico-cultural en las comunidades Indígenas de Panamá	Panamá, República de Panamá	Siete Pueblos Indígenas de Panamá (Ngobe-Bugle, Kuna, Emberá-Wounaan, Bri-Bri, Naso)	-Agencia Española de Cooperación Internacional -Ministerio de Comercio y Finanzas. -Fondo de Inversión Social.	\$550,000.00
La Agricultura Urbana y Peri-Urbana	Distrito de Colón y Portobelo (Comunidad de la Estacada)	145 beneficiarios directos Entre sus Objetivos: -Contribuir a mejorar la dieta y nutrición de las familias -Mejorar la capacidad emprendedora de generación de ingresos complementarios para las familias	-MIDA (Dirección Nacional de Desarrollo Rural y Dirección Regional de Colón) -Municipalidad de Portobelo -Ministerio de salud (MINSA) - INAFORP -ANAM	Fondo Mixto Hispano-Panameño de Cooperación

Otros proyectos ejecutados por la Oficina Técnica de Cooperación Española de España y el Ministerio de Economía y Finanzas a través del Fondo Mixto Hispano Panameño de Cooperación en Portobelo son: Restauración de la Aduana de Portobelo. 1990-97, Manejo adecuado de desechos sólidos. 2000-2004, Impulso a la microempresa turística. 2001-2003, Plan de Uso Público de la Costa Arriba de Colón. 2002-2004, Elaboración del Plan Normativo de desarrollo y conservación del área histórica de Portobelo. 2002-20003.

## **ANEXO 9: Situación de los proyectos financiados por la CE en Panamá**

### **Proyectos de cooperación de la UE con la república de Panamá 1990-2001**

<b>Nombre del proyecto</b>	<b>Año de aprobación</b>	<b>Monto (en euros)</b>
Rehabilitación del centro histórico de la ciudad de Panamá	2001	950.000
Apoyo a la modernización del sistema penitenciario	1997	3.788.000
Modernización del Ministerio de Relaciones Exteriores	1997	830.000
Apoyo a las elecciones generales de 1999	1997	813.000
Verificación electoral	1997	300.000
Apoyo al Programa Nacional de Tuberculosis	1997	196.601
Apoyo al Congreso Universal del Canal de Panamá	1996	546.000
Ciudad del Saber	1996	902.000
Evaluación de las alternativas para el desarrollo del Canal de Panamá	1996	330.000
Promoción de los derechos humanos	1996	250.000
Apoyo al sistema de justicia para adolescentes	1996	773.000
Apoyo a los derechos humanos	1996	125.000
Capacitación en género	1996	200.000
Programa sobre adicción a drogas	1996	211.000
Ayuda humanitaria a la población indígena	1996	200.000
Promoción de la igualdad de oportunidades en Panamá	1995	9.800.000
Promoción de los derechos humanos (Defensor del Pueblo)	1995	210.000
Fortalecimiento de los partidos políticos	1995	210.800
Horizonte 2000 del Canal de Panamá	1995	200.000
Proyecto contra las drogas para jóvenes líderes	1995	157.000
Apoyo a las pequeñas empresas en la región central	1994	4.400.000
Apoyo a los valores democráticos	1994	230.000
Capacitación para jóvenes transgresores	1994	192.000
Apoyo a la campaña de información electoral	1994	250.000
Participación de las mujeres en el parque nacional Soberanía	1994	273.000
Cooperación con el Fondo de Emergencia Social	1993	4.500.000
Programa con el Instituto de Recursos Hídricos	1993	400.000
Desarrollo sostenible en Kuna Yala	1993	560.000
Rehabilitación del hospital Santo Tomás	1990	4.400.000
<b>Proyectos regionales</b>		
Programa de Desarrollo de los Pueblos Indígenas de Centroamérica (PAPICA)	1993	ND

Título del Proyecto	Objetivo Principal	Aporte UE en Euros	Situación Actual	Beneficiario	Duración	Inicio
Proyecto de apoyo al Tecnoparque Internacional de Panamá (TIP) en la Ciudad del Saber (CdS)	Fortalecer la organización de la Ciudad del Saber, desarrollar un ambicioso plan de promoción internacional y potenciar el desarrollo tecnológico.	7,700,000	En ejecución	Fundación Ciudad del Saber	5 años	Jan-04
Proyecto de Electrificación de infraestructuras sociales en el área rural	Elevar las condiciones de vida de la población rural mediante la dotación de energía eléctrica renovable a centros de educación y a infraestructuras de salud de la provincia de Veraguas y la Comarca Ngöbe-Bugle	8,500,000	En ejecución	Min. de Educacion / Min. de Salud / Univ. Tecnológica Panama	4 años	Apr-04
Apoyo a la modernización del sistema penitenciario en Panamá	Contribuir a la consolidación del Estado de derecho en Panamá mejorando el sistema penitenciario y judicial	3,788,000	En ejecución	Ministerio de Gobierno y Justicia	1+3 años	2002
Fortalecimiento y Modernización Institucional del Organo Judicial de la República de Panamá	Mejorar la calidad eficiencia y transparencia de los servicios de Justicia en beneficio de los ciudadanos	6,650,000	Aprobado, pendiente de comenzar	Corte Suprema de Justicia	4.5 años	2004
Restauración Casco Antiguo de Ciudad de Panamá	Mejorar la calidad de vida de los habitantes del Casco Histórico y contribuir a la conservación y rehabilitación de la infraestructura del Conjunto Monumental del Casco Antiguo, mejorando la iluminación y la señalización de vías y calles	950,000	En fase de cierre	Dirección Técnica de la Oficina del Casco Viejo	18 meses	2002
Producción agrícola sostenible en la Comarca Ngöbe Bugle en la microcuenca de las quebradas Cabuya-SabaloCandela y las secuencias de los rios Santiago-Jevay-Soloy-Huso y Balsa	Apoyo a un programa de mejora de la producción agrícola y de las condiciones de salud en las comunidades indígenas de 2 provincias de Panamá	673,581	En ejecución	ONG Europea - Asociación para la cooperación con el Sur-Las Segovias	3 años	2002
Programa Plurianual de Apoyo a los Derechos Humanos en Centroamérica: Programa país - Panamá	Consolidar el estado de derecho y valores democráticos, mejorando la situación de los derechos humanos y el cumplimiento de las	600,000	En ejecución	ONG-Comisión Justicia y Paz de la Iglesia Católica	4 años	2002

	convenciones internacionales					
--	---------------------------------	--	--	--	--	--

Situación de la programación 2002-2006:

1) Apoyo a la modernización del sistema penitenciario (3.8 Millones de EURO). Esta intervención, prevista en la anterior programación, contribuye directamente desde 1999 a la consolidación del Estado de Derecho mejorando la eficacia del sistema penitenciario. Debe aportar una solución a los problemas que afectan a los derechos de las personas privadas de libertad (plazos, problemas de salud, condiciones de detención). A pesar de las dificultades iniciales para empezar la segunda fase del proyecto, dificultades vinculadas, en particular, con la apertura de la cuenta bancaria y con la gestión de los fondos de la Comisión, unos progresos evidentes se han registrado.

Conviene destacar la aprobación de la Ley penitenciaria así como la contratación de once abogados para reducir los plazos de juicio y mejorar las condiciones de detención. Por otra parte, una nueva ley mejora y reorganiza el sistema y la profesión penitenciaria. El proyecto apoya esos esfuerzos con un sistema de formación del personal penitenciario y el suministro de servicios de salud así como de equipamientos informáticos y de videoconferencia.

El proyecto se aceleró en 2005, aunque el programa acusa retrasos relativos a la realización de obras públicas necesarias para la adaptación de las instalaciones penitenciarias, en particular de las enfermerías. La terminación del proyecto está prevista para agosto de 2006.

2) Fortalecimiento y Modernización Institucional del Órgano Judicial de la República de Panamá (6.5 Millones de EURO). El programa puesto en marcha en 2003 debe modernizar y consolidar enteramente el órgano judicial para acercarlo de los ciudadanos y mejorar la administración de la justicia. En este marco, se presta una mayor atención a la protección de los indígenas y niños, así como a las situaciones de violencia matrimonial.

Se realizaron algunas acciones por lo que se refiere a la política de contratación de los jueces, el refuerzo de la ayuda jurisdiccional y el papel de los partidarios financiados por el Estado, la adaptación de los edificios. El proyecto fue paralizado en 2004 a causa de dificultades administrativas así como por una falta de voluntad política y ha tomado un retraso importante. Sin embargo, las nuevas autoridades demostraron un compromiso más claro para realizar este programa.

3) "Nuevas tecnologías de electrificación para la educación y la salud en sectores marginales" (SOLEDUSA) (8.5 Millones de EURO).

Adoptado en 2004, el proyecto tiene por objeto mejorar la calidad de los servicios de educación primaria y salud básica y contribuir a reducir el aislamiento de las poblaciones de las Comunidades rurales del norte de la provincia de Veraguas y el Sector indígena Ngöbe-Buglé. El socio es el Fondo de inversión social dependiente del Ministerio de Educación.

El proyecto se desarrolla según 3 ejes:

A) La electrificación de las escuelas y centros de salud de las Comunidades rurales aisladas utilizando energía renovable, principalmente fotovoltaico. B) El suministro de equipamientos audiovisuales a 350 escuelas, con la colaboración del Ministerio de Educación, para favorecer el acceso a programas educativos para jóvenes y adultos. C) El suministro de instalaciones de

refrigeración para mejorar las infraestructuras de salud (la conservación de los medicamentos); acciones educativas de prevención y control de las enfermedades.

El proyecto encontró hasta ahora dificultades administrativas (oficinas, personal, problemas de las contrapartidas nacionales). El Gobierno panameño ha demostrado y ha afirmado después su gran interés por el proyecto e intenta recuperar el tiempo perdido. Es extremadamente importante que este interés renovado para el proyecto esté acompañado por acciones concretas.

4) "Apoyo al Tecnoparque Internacional de Panamá en la Ciudad del Saber" (7.7 Millones de EURO).

El proyecto se lanzó en 2002 y empezó a principios de 2004. Tiene por objeto desarrollar el Tecnoparque Internacional de Panamá (TIP) con una presencia de la Unión Europea en el ámbito de las inversiones y de la transferencia de tecnologías. El proyecto tiene por objetivo, entre otros, contribuir al desarrollo de las bases científicas y tecnológicas del país estimulando la innovación, la educación, la investigación y el apoyo a empresas innovadoras. Sobre un período de 5 años permitirá establecer un ambiente adecuado para la implantación de empresas de tecnología, a través la promoción nacional e internacional de "Ciudad del Saber", reforzando la capacidad de gestión del Tecnoparque y conectando el Tecnoparque a la red de los parques tecnológicos Europa- América latina. El proyecto deberá contribuir a la transferencia y a la difusión de tecnologías entre las dos regiones, aumentando el número de empresas, centros de investigación y formación que utilizan tecnologías europeas reconocidas.

El proyecto se realiza satisfactoriamente y las actividades se desarrollan en coordinación con socios de la Unión Europea.

## **ANEXO 10: INDICADORES PARA LOS SECTORES DE CONCENTRACION**

### **COHESION SOCIAL:**

Los indicadores para evaluar los resultados esperados de esta iniciativa en el área de la cohesión social en Costa Rica incluirán, entre otros:

- Datos sobre la mejora y el incremento fiscal,
- Incremento y distribución del gasto público en el área social,
- Avances en la lucha contra el fraude tributario,
- Mejora de los indicadores sociales, particularmente en las zonas pobres y indígenas
- Índices de decentralization administrativa,
- Numero de programas de capacitación y formación de agentes en el sector social y fiscal, numero de actores beneficiarios
- La sensibilización de la población sobre las ventajas de un sistema redistributivo que favorece la inclusión social,
- Modernización y mejora del sistema social,
- Divulgación de los principios de gasto público y equidad en materia social y transparencia administrativa, de cara a los ciudadanos costarricenses.

### **INTEGRACION REGIONAL:**

En cuanto a los principales indicadores para medir los resultados esperados del programa en el área de la integración regional serían:

- Fortalecimiento de los institutos nacionales encargados de la certificación de las normas veterinarias y fito-sanitarias,
- Coordinación regional en la lucha contra las plagas y enfermedades a nivel regional,
- Fortalecimiento de los laboratorios nacionales y de las capacidades de inspección,
- Estándares y normas industriales,
- Creación de un Instituto Nacional para la Normalización,
- Creación y fortalecimiento de una autoridad nacional en materia de propiedad intelectual que desarrolle todos los aspectos de protección de patentes, marcas y modelos de utilidad industrial,
- Formación y capacitación de jueces y agentes de aduanas en materia de propiedad intelectual,
- Sensibilización de pequeños y medianos empresarios en materia de normalización y propiedad intelectual,
- Modernización del sistema informático y de análisis técnicos,

## ANNEX 11: Policy coherence

To assess the coherence of the Panama CSP, this annex presents relevant EU policies and guidelines affecting the country. All those policies have a link with the past and future EC development policy towards the country. For each, different categories and levels of EU intervention are addressed, assessing the complementary and coherence of EC instruments:

cooperation instruments : bilateral, sub-regional and regional, with a special focus on the complementarity with horizontal programmes and other financial instruments such as thematic budget lines;

regulatory instruments and international agreements

policy and political dialogue (bilateral and regional)

In addition, important issues/policies have been mainstreamed into the present strategy.

### **Trade & development**

Article 133 of the EU Treaty constitutes the legal basis for the EU's trade policy. It states that the objectives of the Union's commercial policy is «*to contribute, in the common interest, to the harmonious development of world trade, the progressive abolition of restrictions on international trade and the lowering of customs barriers*». It covers all the main aspects of trade in agricultural and non-agricultural goods, services as well as key aspects of trade related aspects of intellectual property, investment and competition.

The main objective of the Union's trade policy towards Central America is:

to strengthen and expand bilateral trade relations between the EU and Central American countries on the basis of transparent and non-discriminatory multilateral rules, and notably by means of strengthening our cooperation throughout the WTO negotiations launched at Doha.

to support the regional trade and economic integration process in Central America.

to support Central America in completing its international commitments in particular fight against drug trafficking, international labour standard, human right and environment, through autonomously granting market access to EU markets via the GSP scheme. However, countries of Central America are seeking a deeper relation notably through an association agreement since they consider this to be a much more powerful tool to attract FDI. The position of Panama is similar with a more medium to long term perspective.

to support the Central American countries' integration into the world economy by implementing their existing WTO commitments and to assist them in the negotiations and implementation of new commitments resulting from the new WTO round (Doha Development Agenda).

The strategy set out in this CSP, in particular with regard to the focal sector regional integration, is fully in line with the achievement of these objectives. In addition, supports in trade-related matters are provided by the RSP for Central America.

## **Common Agriculture Policy (CAP)**

The "*Common Agricultural Policy*" (CAP), created by the Treaty of Rome, sought to increase the productivity of European agriculture, ensure reasonable living standards for farmers, stabilise farm produce markets and guarantee a stable food supply at fair prices for consumers. Since then, many changes to the CAP were made, modifying price policy (reduction of prices support), restricting market intervention, regulating output and introducing a system to control spending on agriculture involving, an adjustment of market management to restore market balance; more assistance is provided for social and environmental measures to stimulate development in rural areas. Those changes focussed on the changes in a global economy and the need to implement WTO commitments to reduce market distortions.

Few agricultural commodities covered by the CAP enter into competition with Central American products. A notable exception is bananas and since the EU is an important destination for Central American products, Central American banana producers have voiced significant grievance concerning the impact Community policy in this field has had on their market access; Panama is associated with other Latin American countries to present a common position against the EUs bananas regime. Latin Americans claim also that the CAP influenced indirectly different world markets.

## **Sanitary and phytosanitary control Policy – consumers protection**

In its external dimension, the Community policy in this sector aims to ensure a high level of protection of health, safety and economic interests of the consumers, as well as the protection of public health in the EU. The implementation of this principle is perceived, by some third-countries economic sectors as a measure of non-tariff trade protection that prevents the access of some products – mainly agricultural, but also meat - to the European markets even if the same principle is applied to European-made products.

At the same time, some Central American countries have raised concerns about non-reciprocal treatment by the EC in the implementation of certain Community principles of health inspection, such as that of regionalisation but also agreement of control institutions. Confusion is also added by the fact that the US and the European SPS systems are different.

This sector is of utmost importance for both regions, therefore this strategy, as the former one, is in total accordance with those important preoccupations, since they provide specific supports for Panamanian exporters in order for them to be able to fulfil EU requirements in this respect.

In addition, a specific effort is associated to SPS (Sanitary and Phytosanitary Measures); Central America experts are benefiting, like other developing countries, from a specific training system to SPS requirements by the EU.

These aspects are included in the focal sector “regional integration” as it is important to support Panama internal efforts to harmonise SPS rules with the other Central American countries in view to gain EU market access.

## **Fisheries and Maritime Affairs**

The common fishery policy has the objective to protect fish resources by regulating the amount of catches to help the fishing and aquaculture industries to adapt to the constraints of the market, and to maintain a common organisation of the market.

Regarding third countries, the objectives are to set up fisheries agreements and to negotiate common conservation measures in deep-sea fisheries, in order to guarantee both conservation and sustainable exploitation of fish resources. This includes close collaboration with developing countries to help them become more effective in fisheries matters, and support to the efforts to combat illegal and unregulated fisheries.

Regarding Panama there is a common objective on improving fisheries relationship with the EU, not only at the multilateral but also at the bilateral level. There is no restriction to the import of fish products to the European Union. On the contrary, Panama is trying to introduce strict sanitary measures against third countries imports.

## **Internal market**

The principal aim of this policy is to strengthen the process of economic integration for a liberalisation of the markets as well as the development of a legislative framework compatible with that of the EC in order to:

- assure a suitable level of protection of industrial and intellectual property,
- prevent money laundering,
- protect personal data,
- guarantee minimum standards for public calls for tender, avoiding any kinds of restrictive measure of the markets.

Regulatory convergence is a factor of mutual benefits, by supplying trade and investments and favouring the investments of the EU companies abroad. One essential objective is to help Panama efforts with a view to improve the Central America internal market. This will provide additional encouragements to investors.

Costa Rica benefits the AL-INVEST horizontal programme which supports exchanges between SMEs of EU and LATIN America in view to promoting trade and investments.

## **Competition policy**

The interest of applying competition policy in the EU's relations with third countries, mainly in the negotiation of trade agreements, is based on the establishment of a stable and clear legal framework for the relations between economic operators in order to prevent commercial conflicts.

At the same time, the discriminatory treatment between companies of both parties is avoided with respect to direct investments or access to the services market. Likewise, the EU takes part in multilateral co-operation in this sector in the framework of the World Trade Organisation (WTO). The WTO working group on "trade and competition" examines the possibility of strengthening the convergence of policies for which a multilateral horizontal action might be explored by the EC.

The EU competition policy and the CSP are in accordance since interventions promoting competition policies are included, in particular in the regional context. A specific action is envisaged in this CSP to strengthening the competition national authority within this strategy through cooperation.

### **Research and development policy**

In the EC, international co-operation in this area is covered since the eighties by the Framework Programmes to which Panama participates actively. The last framework includes an international dimension. It contains a component for development and special fund to facilitate the training and mobility programmes for researchers. The assessment of this programme is positive, and the continuation of the initiative is an important element of cooperation in this field.

In addition, specific programmes developed at the level of the Regional Strategy Paper for America Latina complement the R&D policy in the area of high level education and cooperation between academic institutions (ALFA, ALβAN). The R&D policy is complementary to the CSP by strengthening links between Panama, Latin America and Europe. The ongoing co-operation programme with TECNOPARQUE is improving innovation and technology and public policies in Panama.

### **Linking emergency, rehabilitation and development**

Emergency aid is in charge of immediate needs for population affected by crisis. Rehabilitation is orientated to support to the mid-term the recuperation of development capacity of the affected populations. There is no standardised model for linking emergency to rehabilitation and rehabilitation to development.

This link has been of particular relevance for Central America after the conflicts of the eighties and, more recently, after hurricane Mitch (through the Regional Programme for Rehabilitation and Reconstruction of Central America). In addition, ECHO's disaster preparedness programme (DIPECHO) targets vulnerable communities living in the main disaster-prone regions of the world, of which Central America; Panama is one of targeted country as it is vulnerable to disasters. Prevention of disasters is also addressed at regional level by a specific regional programme adopted in 2005.

### **Information Society**

The main co-operation objectives pursued with Latin America in the Information Society field are the following:

- Promoting social cohesion through the development of an inclusive Information Society in those countries and fighting the digital divide within and between countries and regions and, in such, contributing to governance and to the economic and social development of Latin American countries;
- Fostering regional integration and the integration of Latin American countries in the global Information Society;
- Promoting investment and reinforcing commercial exchange with Latin America by creating a favourable environment in the region, notably by promoting efficient regulatory and policy frameworks, as well as open and global standards;

These objectives are specifically addressed by the Latin American regional strategy and the @lis programme including three demonstrations projects in Costa Rica. There is also a high level regular policy dialogue between the regions of Latin America and the European Union.

The @lis programme is complementary to the main activity of the ongoing co-operation programme with Tecnoparque (Ciudad del Saber)

### **Economic and financial affairs**

In its international policy on economic and financial affairs towards Latin America, the Commission has two main priorities supporting the global agenda toward Latin America:

to foster macro-economic stability and convergence

to promote social cohesion

In matter of macro-economic convergence, the Commission participates in the policy dialogue among policy makers of Latin America transmitting its own experience.

This exchange of experience is crucial for supporting regional economic integration, and is significant in helping the Central American integration agenda. Activities are financed and to be financed at the level the Latin American RES. Among other actions, the Commission contributes is supporting activities of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean (ECLAC).

### **The EU drug strategy**

At the external level, the EU drug strategy is based on strengthening coordination in the fight against drug and on supporting the development of relations between third countries and the EU. The EU action is guided by the principle of **shared responsibility**: partnerships with third countries that address their overall social and economic development. This has been concretised by the EU-Latin American Action Plan of Panama adopted and ratified in 1999.

One should recall the special treatment received by the Andean and Central American countries, within the framework of the Generalised System of Preferences, to support to their efforts in combating drugs.

The objectives of the present strategy is coherent with the instruments put into place by the EC in its relations with Central America to fight drug trafficking . The Latin American regional strategy includes a new specific provision between the EU and Latin America to take place in addition to the *ad hoc* policy dialogue.

### **Migration, justice and home affairs:**

The current policy concerning immigration could have an impact on the development of some Central American countries due to the extreme importance of remittances from immigrants in hosting countries in the macro-economic equilibrium. Emigration flows exist from Colombia to Panama but the impact is limited.

## **Health and poverty**

If social cohesion is set at the centre of the EU-LA relations, the EC health policy establishes the link between health and poverty, between health and well-being and development, including a reference to AIDS and other contaminating diseases. There is a consensus to make assistance more efficient with more ownership and participation of the recipient States.

Assistance related to AIDS, tuberculosis and malaria is financed through the Global Fund using parallel administration, and often subcontracting activities to the national authorities. Some organisations are voicing the incoherence between the way the Global Fund is acting and the objective of reinforcing ownership.

The regional programme Eurosocial includes a provision for institutional capacity building in health policy and is open to the participation of Panama.

## **Policies and Issues also mainstreamed into the strategy**

### **The gender issue**

The Community's strategy on gender equity lays out a global framework to promote equality between men and women in five intervention areas: economic life, equality of participation and representation, social rights, civil life and roles, gender stereotypes.

Gender issues are a important concern in Panama where figures are better than in other countries of the region. This strategy takes gender into account into the proposed focal sectors, such as social cohesion in particular.

Although a EC specific gender budget line exists, it is not active in Latin America.

A gender profile for Costa Rica can be found in annex 4.

### **Governance, capacity building, rule of Law**

This is one of the decisive components for policies and reforms toward social cohesion. The level of social cohesion, the economic development, the environmental sustainability and human rights are depending from the quality of governance. It is one of the critical factors to reach the Millennium Development Goals even though there is no specific indicator related to Governance. The 2003 Communication on governance and the 2002 White Book on Governance identifies concrete possible modalities:

- Capacity building to support developing countries to design pertinent reform programmes,

- Strengthen synergies and coherence between the different instruments and policies of the European Commission and the European Union,

- Reinforce national and regional partnership to coordinate the donor community and to assure their complementarity,

- Support human rights and democracy, governance and rule of law.

The present strategy is fully in line with these recommendations, and tries to bring a response to these modalities, in particular in relation with the second item. The specific budget line IEDDH is addressing human rights and democracy ([see below](#)).

### **Human rights, democracy, indigenous people and democracy**

Democracy, rule of law, human rights and fundamental freedom are basic principles of the European Union, independently to the fact that national Governments are responsible of their respect. The EC has developed different instruments in relation, and raised a number of thematic matters.

The understanding of this transversal nature demands a considerable effort for assuring coherence. The EC identified three main areas of implementation:

- Stimulate coherent support policies, looking for a better coherence between cooperation and external relation, complementarity between the EC and Member States, and integrate these issues as cross-cutting issues within other policies and actions of the EU.

- Give a greater priority to human rights and democracy in the relations with third countries,

- Have a more strategic focus when addressing programmes and projects in this matter.

This CSP is fully compatible with this policy and integrates this dimension into the selected focal sectors. The specific budget line (IEDDH- European Initiative for Democracy and Human Rights) is addressing promotion of democracy and human rights through supports to Civil Society, universities, regional and international organisations. Some have voiced concerns about the way projects were selected and the system of “calls for proposals”. For the future, social cohesion should be added as a focal sector within the IEDDH and additional attention would be given to supporting democracy, gender and ethnic equity.

In addition, the Andean and Central American countries can receive a special treatment within the framework of the Generalised System of Preferences linked to their international commitments in Human Rights.

### **Conflict prevention**

In its communication on conflict prevention, the Commission announced its intention to focus its co-operation programmes more clearly on addressing the root causes of conflict in an integrated manner. In this context, the Commission will seek to incorporate specific conflict prevention (or resolution) measures into its various sectoral programmes.

There are limited potential sources of conflict in Panama ; but the country could not avoid problems, such as corruption scandals, and they are economic problems threatening social achievements which do not represent now potential sources of destabilization of the country\_The CSP is fully compatible with the conflict prevention policy. No intervention of the conflict-prevention specific budget line has been done in Panama.

### **Environmental policy**

The priorities of the environmental policy for Central America are defined at two levels:

Objectives and principles included in the 6<sup>th</sup> Community Environment Action Programme (6EAP, 2002-2011): climate change, biodiversity, health and quality of life, natural resources and waste.

Mainstreaming the environmental dimension into development policy, stressing the links between environment and poverty, and between environment policy and management of disasters;

To push Central America to implement its international commitments under the different multilateral environmental agreements.

Those objectives imply major changes which lay beyond the competence of environmental organizations. They should address governance, education, economic policy and other sector policies. The integration of the environmental dimension in social cohesion is essential and the EC is trying to raise by policy dialogue. In this context, the Andean and Central American countries received a special treatment within the framework of the Generalised System of Preferences linked to their international environmental commitments.

A specific assessment has been carried out at the level of Central America to determine the environment profile of the region. One of the main conclusions is that environmental issues have to be better addressed by a global mainstreaming through all sectors than by specific financing. Both at national and regional levels, environment is one of the main crosscutting issues to mainstream. Environment is also addressed by the regional strategy for Latin America and horizontal programmes (e.g. education/ALFA; trade and Investments/AL-INVEST; local management/URB-AL).

On the same line the statement, envisaged within the water management communication, constitutes also a transversal strategy which should be articulated with the different policy to support social cohesion, regional integration, food security, and other crosscutting issues. The Communication suggests providing a framework for water security, both in term of quality and quantity, for all developing countries, in view to achieve sustainable development Water management policy is linked to other policies: land use management, social policy such as health, disaster prevention, economic development, food security agriculture and rural development, regional integration and cooperation, good governance, trade, transport, gender equity. The communication suggests that donors must join their efforts to assist partner countries, raising the issue on the political agenda and promote a shift in thinking in order to apply a real integrated approach.

In addition environment is an important component of international aid in the country, in particular the preservation of ecosystems.

Two specific horizontal budget lines have been addressing the environmental for since many years. The recent evaluation of these budget lines stressed the need for the environmental specific budget lines to be aligned with the above objectives. More specifically, there have been some concerns about sustainability of the financed projects, their coherence with the national policies and, overall, preoccupations about the pertinence of the projects selection with regard to the needs of the country and the sub-region. Environment should be better addressed by these financial instruments and be

considered in a long-term perspective. Among other dispositions, this could be achieved by including clear country-specific terms of references in the calls for proposals in conformity with the political priorities of the EC.

## **ANNEX 12: Participation of Panama to EC regional programmes in Latin America**

- **Alβan - European Union Programme of High level Scholarships for Latin America**

At the **first Alβan call** for candidates for the academic year **2003/2004**, 251 scholarships were awarded. On average, they were for a period of two years, the average EC contribution being €26,700 per scholarship, with a total EC contribution of € **6.7m**. Out of **251 selected candidates**, only **1 (approx. 0.4%)** was from Panama and their area of study was Law.

At the **second Alβan call (2004/2005)**, 779 scholarships were awarded, again for an average of two years, with an average EC contribution of €25,600 per scholarship amounting to a total of € **20.22m**. Of the 779 selected, **7 (approx. 0.9%)** are from Panama, who study mainly Social Sciences.

<b>Eligible candidates &amp; Scholarships awarded to Panamanian nationals by type of course<sup>5</sup></b>					
<b>Year</b>		<b>M</b>	<b>D</b>	<b>E</b>	<b>Total</b>
<b>2003</b>	<b>Eligible</b>	17	15	2	34
	<b>Awarded</b>	1	0	0	1
<b>2004</b>	<b>Eligible</b>	16	5	1	22
	<b>Awarded</b>	5	1	1	7
<b>TOTAL Awarded Panama</b>		6	1	1	<b>8</b>
<b>TOTAL Awarded LA 03+04</b>		<b>421</b>	<b>564</b>	<b>45</b>	<b>1030</b>

The percentage of scholarships awarded to Panamanian nationals together in the 2003 and 2004 calls represents **0.78 %** of the total number of scholarships awarded to all of the LA countries.

More information is available on the Alβan website:

[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alban/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alban/index_en.htm)

- **ALFA II - Latin America Academic Training**

**2** eligible Higher Education Institutions (HEIs) from Panama participate in **5** of the **208** approved projects of ALFA II in the context of the first 9 selection rounds (involvement in **2.5% of the projects**). The HEIs from **Panama** don't co-ordinate any of the 5 above-mentioned approved projects.

The EC financial contribution to the activities carried out by the **5** projects in which Panama participates is **€0.8m**, which represents on average **70.2%** of the total cost of each project. The average EC contribution per project is approximately **€153,500**.

More information is available on the ALFA website:

[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alfa/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alfa/index_en.htm)

- **AL-INVEST - enhancing trade and investment between SMEs**

The current **Eurocentro from Panama** is **CYCIP** (Consejo Interamericano de Comercio y Producción/Cámara de Comercio, Industria y Agricultura de Panama).

---

<sup>5</sup> **M** stands for Master Degree, **D** for PhD studies and **E** for Specialization of Professionals.

Of the 250 cases where the principal operator of a project has been Latin-American, the Panaman Eurocentro CYCIP has led **2** of them (approx. **1 %**). Panaman companies have also collaborated in **65** of the 464 activities organised by AL-INVEST to date, involving **252 companies**, and a participation rate of **14 %**. The value of the contracts signed between European and Panaman enterprises amounts to **€11,428,300** and covers a wide range of sectors from agro-industry and agriculture (bananas), fish, wood products and services.

### Main AL-INVEST Events in Panama in 2005

(The main operator of each of the following events is Panaman;)

- **24 Jan – 4 Feb, Costa Rica and Panama:** Capacity Building for SMEs Development and Management of Alternative Tourism in Panama and Costa Rica.
- **21 – 22 Feb, Panama City:** Business Week Maritime Security.
- **9 – 13 May:** Capacity Building for SMEs Ability of Travel Agencies for the Reservation on the Internet.
- **1 – 12 Aug, Ecuador and Panama:** Capacity Building for SMEs Fish Safety ad Quality.

More information can be found on the AL-INVEST website;

[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/al-invest/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/al-invest/index_en.htm)

- **@LIS - Alliance for Information Society**

#### Horizontal Actions:

Like its Latin American counterparts, Panama has one partner in the Network of Researchers (ALICE), **RedCyT** and one in the Network of Regulators called **Ente Regulator de los Servicios Públicos**.

#### Demonstration Projects:

Panama is active in only **1 of the 19 @LIS** demonstration projects, in the sector of e-Education and Cultural Diversity. The partner Ayuntamiento de David participates in the project Cibernárium. In total, 107 Latin American partners participate in @lis demonstration projects, so approx. **1% of the members are from Panama**.

The **@LIS demonstration project** currently on-going in **Panama and its member** are:

PROJECT TYPE	DEMONSTRATION PROJECT NAME	NAME OF PANAMAN MEMBER
e-Education & Cultural Diversity	Cibernárium	Ayuntamiento de David
e-Governance	-----	NO PANAMAN PARTICIPATION
e-Health	-----	NO PANAMAN PARTICIPATION
e-Inclusion	-----	NO PANAMAN PARTICIPATION

### Main @LIS Events in Panama in 2005

- **29 May – 1 Jun, Panama City:** ELAC II @LIS Coordination Meeting.
- **30 May – 1 Jun, Panama City:** ACTION 2 “Dialogue on Standardisation Issues” @LIS Coordination Meeting.
- **30 May – 1 Jun, Panama City:** T@lemed EU Coordination Meeting.
- **Jun, David:** Cibernarium Inauguration of Ciberespacio

More information is available on the @LIS website:

[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alis/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/alis/index_en.htm)

- **URB-AL - Urban Policy Coordination**

The URB-AL programme consists of thirteen **thematic networks** co-ordinated by a single local authority. Six of the thematic networks are coordinated by Latin American local authorities, **however Panama**

**coordinates none of these networks.** All those local actors who wish to co-operate on a given theme participate in the corresponding network, which provides a focal point of information and a forum for discussion. Joint projects are then designed and implemented within the networks. To date **154 joint projects** have been selected, of which **3** have the involvement of a Panaman local authorities (**2%** of the projects). There are **no external members** from Panama who participate in the joint projects. Of the 268 different Latin American local authorities who are active in joint projects, **3** are **Panamean** (**1%** of the total). However, **none** of the approved joint projects are coordinated by **Panamean** local authorities.

More information about this programme can be found on the URB-AL website;  
[http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index\\_en.htm](http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/urbal/index_en.htm)

### **ANNEX 13: SUMMARY OF REGIONAL STRATEGY FOR CENTRAL AMERICA**

The main objective of the 2007-2013 Regional Strategy for Central America will be to support the process of political, economic and social integration in the context of the preparation of an Association Agreement with the EU. Potential aspects that are to be considered include:

- strengthening the institutional system of the process of Central American integration (regional, inter-governmental and national entities including the participation of civil society),
- developing and implementing harmonised and common policies,
- consolidating the customs union,
- supporting intra and extra regional trade, services and investment, and intellectual property rights,
- strengthening regional security in the context of mitigating the impact of the free circulation of goods, capital and persons (i.e., cooperation between national authorities such as police forces and judicial systems).

#### **ANNEX 14: Consultation Process in the Programming Exercise 2007-2013 in Panama**

The process started in November/December 2004 with the consultation of a broad range of central players for the development of the country. Those players included government representatives, representatives of governmental agencies, politicians, distinguished intellectuals and analysts, trade union and private sector representatives, representatives of international and Pan-American development agencies, development banks and bilateral donors, United Nations Agencies, distinguished members of civil society and representatives of NGO's. Subsequently, the European Commission drafted a Concept Note on the basis of the mission report which contained a first and preliminary proposal for a future cooperation strategy. This Concept Note was sent to all the institutions involved in the first phase. Additionally, it was published on the website of the European Commissions Delegation in Costa Rica and Panama and on the Commission web site with an invitation to comment.

As a next step, the Concept Note was discussed in a series of workshops held during May 2005 with the main national stakeholders identified during the first mission. The workshops were coordinated and facilitated by external consultants using participative methodologies. These workshops have shown a consensus of the main conclusions of the Concept Note, including on the two proposed sectors of intervention: social cohesion and regional integration.

The participants suggested focusing future cooperation on issues such as rural development, poverty and exclusion, social services, regional divergences, decentralisation, fiscal reform and regional integration. Again the results of the workshops were made accessible to interested parties and published on the Commission websites for comments.

During the whole process the Member States of the European Union represented in Panama were closely associated and made substantial contributions.